

# CURIERUL JUDICIAR

DOCTRINĂ — JURISPRUDENȚĂ — LEGISLAȚIUNE — ECONOMIE POLITICĂ — FINANȚE — SOCIOLOGIE

Director: **DEM. I. DOBRESCU**  
Președintele Uniunii Avocaților din România

## COMITETUL DE REDACȚIE:

<b>TR. ALEXANDRESCU</b> Avocat, Direc. Contenc. B-cel G-le a Țării Românești	<b>ALEX. CERBAN</b> Profesor la Facultatea de Drept, București	<b>IOSIF G. COHEN</b> Avocat membru Cons. legislativ	<b>GR. CONDURATU</b> Fost Consilier la C. de Apel București, Avocat	<b>RÉNÉ DEMOGUE</b> Profesor la Facultatea de Drept din Paris
<b>V. DONGOROZ</b> Dr. în Drept din Buc. Avocat	<b>ALFRED JUVARA</b> Dr. în Drept din Paris Avocat	<b>D. NEGULESCU</b> Profesor la Facultatea de Drept, București	<b>I. GR. PERIȚEANU</b> Avocat	<b>C. SIPSOM</b> Profesor la Facultatea de Drept, București
<b>GR. TRANCU-LAȘI</b> Fost Ministru al Muncii Avocat	<b>P. VASILESCU</b> Dr. în Drept din Paris Avocat	<b>AL. VELESCU</b> Dr. în Drept din Buc. Avocat	<b>ALBERT WAHL</b> Profesor la Facultatea de Drept din Paris	<b>C. STOEANOVICI</b> Dr. în Drept din Paris Avocat

Secretar de Redacție: **E. C. DECUSARA**, Dr. în Drept din Paris, Directorul Statisticii Judiciare  
Membrii corespondenți pentru Paris: **EDOUARD LÉVY** și **SILVIU KRAINIC**, D-ri în Drept, Avocați, Paris

## ABONAMENTUL

Un an p. B-ci, Case Com. și Autorit. 900 lei  
" Avocați . . . . . 600  
" Magistrați . . . . . 500  
6 luni prețul de sus pe jumătate

## APARE ODATĂ PE SĂPTĂMANĂ

In lunile Iulie și August  
apare odată la 2 săptămâni  
Abonamentele se plătesc totdeauna înainte

## Redacția și Administrația

București, Artel, 5 și Rahovei, 5  
Lângă Palatul Justiției  
TELEFON 13/29

## SUMAR

- La responsabilité du Gardien d'une chose inanimée en droit français, par M-r professeur René Savatier;
- Problema și legislația românească de d-l avocat Jean H. Wermeulen;
- Raportul d-lui Georgeta Petrovici, membru în consiliul de disciplină al Baroului de Ilfov, asupra conferințelor de stagiu;
- Darea de seamă asupra Adunării generale a Soc. de legislație comparată română, ținută în ziua de 16 Noembrie cor.

### Jurisprudență:

- Curtea de Casație s. I: *Soții Julieta și inginer M. Bălnescu cer autorizare de împrumut a fondului dotal* (Dacă soția se poate împrumuta din capitalul său dotal, constituind ipotecă un imobil parafernă?) cu o Notă de d-l prof. Al. Cerban;
- Idem (complet chiri): *T. Vărvoreanu cu I. Pascu* (Proprietarul pensionar, public, nu poate evacua sau sili la împărțirea locuinței pe chiriașul său funcționar public. Art. 19 și 20 legea chiriilor din 1924);
- Idem: *Lt. colonel Al. Grecescu cu Lt. colonel C. Georgescu* (Proprietarul, funcționar public, nu poate evacua nici obliga la împărțirea locuinței pe chiriașul său pensionar public. Art. 19 și 20 legea chiriilor din 1924);
- Trib. Comerc. Ilfov s. II: *Elvira D. Orăscu și alții cu Eforti Sp. Civile* (Imobile rurale vândute unui strein. Dobândirea cetățeniei române ulterior. Vânzarea absolut nulă. Dacă poate dobândi proprietatea prin lunga prescripție? Esire din indivizie. Minori. Adjudecare. Dacă se poate invoca prescripția cincinală? Art. 7 § 5 Constituția din 1895; art. 1895 urm. C. civil și 568 și 589 Pr. civilă);
- Trib. Brăila s. I: *Mișu Rădulescu cu Ion Anghel* (Evacuare. Ce lege urmează să se aplice pentru un proces venit în apel și judecat de prima instanță sub legea chiriilor din 1922? Dacă regimul reciprocității pentru streini este menținut prin legea din 1923?)

## La Responsabilité du Gardien d'une chose inanimée en droit Français

Nul texte du Code Napoléon n'a donné lieu depuis 25 ans à d'aussi vives querelles juridiques que la première phrase de l'art. 1384: „on est responsable, non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait... des choses que l'on a sous sa garde“. Et il semble que l'ère de ces querelles ne soit

pas près de se clore. C'est à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que plusieurs auteurs, préoccupés de rendre les patrons responsables envers les victimes d'accidents du travail qu'aucune législation n'indemnisait encore; s'avisèrent des ressources enfermées dans ce texte. La majorité de ces accidents n'avait-elle pas pour cause le matériel du patron, chose que celui-ci tenait sous sa garde? En disant qu'on est responsable du fait des choses qu'on a sous sa garde, l'art. 1384 impliquait donc la responsabilité du maître pour ces accidents. Il convenait même, ajoutait-on, de généraliser: n'était-ce pas, en réalité, le principe général du risque créé qui se trouvait sanctionné par ce texte? C'est indépendamment de toute faute qu'il déclare le maître d'une chose dommageable responsable du préjudice causé par celle-ci, et cela parce qu'il ne pouvait la mettre en usage sans assumer légalement le risque du préjudice que cet usage était susceptible de causer aux tiers. Seul le cas de force majeure, événement imprévisible causé par une activité étrangère à la chose, exonérait le maître de sa responsabilité, étant le fait d'un risque nouveau, qu'il n'avait jamais assumé (V. Josserand, *De la responsabilité du fait des choses inanimées*, 1897, et notes au Dalloz, 1900, 2,289; 1904, 2,257; 1906, 2,249; 1908, 1,217; Saleilles, *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, 1897, et note au Dalloz, 1897, 1, 433).

En face de cette théorie nouvelle, la jurisprudence française s'est jusqu'ici sentie, semble-t-il, également partagée entre la frayeur et la sympathie. Faisant à tâtons, tantôt un pas en avant et tantôt un pas en arrière, elle s'est efforcée, curieusement de garder un pied dans la vieille théorie de la faute, tout en avançant l'autre dans la théorie du risque créé. C'est cependant un pas en avant d'une

importance considérable que marquent ses derniers arrêts.

Pour la première fois en 1896, un arrêt de la Cour de cassation (Civ. 16 juin 1896, D. 97, 1, 433, S. 97, 1, 17) marqua l'influence des idées nouvelles. Elle y rendait responsable le propriétaire d'un bateau à vapeur des dommages causés par l'explosion de la chaudière du navire, alors, que sa faute, loin d'être prouvée par les victimes, était au contraire démentie par une expertise, l'explosion étant due à un vice de construction dont il lui était impossible de se rendre compte.

Mais, presque aussitôt effrayée de ce qu'elle avait osé, la jurisprudence ne tarda pas à revenir en arrière et à affirmer à nouveau, en dehors du domaine de certaines législations spéciales, la nécessité d'une faute à la base de toute responsabilité (Req. 30 mars 1897, D. 97, 1, 433, S. 93, 1, 65; Civ. 31 juillet 1905, D. 05, 1, 532, S. 09, 1, 143). L'art. 1384 ne cessa pas d'ailleurs pour cela d'être utilisé par les tribunaux, mais en accord avec la théorie de la faute. C'est en effet une simple présomption de faute que consacre ce texte aux yeux de la Cour de cassation, la gardien d'une chose étant présumé fautif pour l'avoir mal gardée, lorsque cette chose cause un dommage V. en dernier lieu Req. 35 mars 1908, D. 09, 1, 73, S. 10, 1, 17; Civ. 21 janvier 1919, D. 22, S. 22, 1, 22, 1, 165; Req. 28 juin 1930, D. ibid.; Civ., 16 nov. 1920, 1, 169; Civ. 15 mars 1921, D. 22, 1, 25, S. 22, 1, 100; Civ. 29 juillet 1924. Dal. hebdom., 1924, 557). L'utilité de l'art. 1384 est d'exonérer la victime de l'obligation, que le droit commun lui eut normalement imposée, de prouver la faute du gardien.

En apparence écartée par cette jurisprudence, la théorie du risque n'a guère cessé pourtant, à l'ombre de la présomption de faute de l'art. 1384, de reconquérir, étape par étape, une grande partie du terrain qui semblait lui être dénié.

Logiques avec l'idée de faute du gardien, les premiers arrêts qui la présumèrent sur le fondement de l'art. 1384 ne manquèrent pas de réserver à ce gardien le droit de prouver qu'il n'avait pas commis de faute, auquel cas, la présomption étant démentie, aucune responsabilité ne subsistait à sa charge. (Req. 30 mars 1897, précité, et Req. 29 avril 1913, D. 13, 1, 427). Cette logique a bientôt été abondonnée. Depuis 1919 au moins, les tribunaux affirment que lorsqu'un dommage a été causé par une chose inanimée, il ne suffit plus à son gardien de prouver qu'il n'est point en faute; sa responsabilité n'est en réalité écartée que s'il démontre en même temps quelle est la cause étrangère: cas de force majeure ou faute de la victime, à laquelle doit être attribué l'accident dommageable (Civ. 21 janvier 1919; 16 nov. 1920; 15 mars 1921, précités; Req. 31 juillet 1922, S. 23, 1, 83; V. sur les très graves conséquences de cette jurisprudence, notre note, D. 20,

1, 169, et celle de M. Ripert, D. 22, 1, 25; adde Mouquot De la propagation d'incendie, source de responsabilité du gardien, Th. Poitiers, 1923). C'est dire que le maître de la chose dommageable peut être responsable même quand il est certain qu'il n'a pas commis de faute. Sa responsabilité ne saurait alors se fonder que sur le risque créé par lui.

La lumière subitement projetée sur les tendances de cette jurisprudence ne fut pas sans effrayer les milieux juridiques mêmes à la pratique, spécialement les assureurs, qui intervinrent auprès du Parlement, pour requérir une protection législative. Or il advint, par un phénomène singulier, que la loi dont ils obtinrent le vote, loin de condamner la jurisprudence progressiste dont ils se plaignaient, la consacra implicitement, dans son ensemble, par l'exception même qu'elle lui apporte dans un cas particulier.

En effet, après la fameuse première phrase de l'art. 1384, sur laquelle on se bat depuis si longtemps, la loi du 7 novembre 1922 s'est contentée d'en mettre une autre, ainsi conçue: „Toutefois, celui qui détient, à un titre quelconque, tout ou partie de l'immeuble ou des biens mobiliers dans lesquels un incendie a pris naissance, ne sera responsable, vis-à-vis des tiers, des dommages causés par cet incendie que s'il est prouvé qu'il peut être attribué à sa faute, ou à la faute des personnes dont il est responsable“. Ainsi, sur la demande des assureurs, on ramène aux anciennes règles la responsabilité des personnes dont la chose a propagé, chez les tiers, un incendie, en exigeant, de tous ceux qui leur demandent une indemnité, la preuve qu'elles ont commis une faute. Mais, le législateur faisant commencer, par le mot „toutefois“, le texte qui contient cette proposition, indique implicitement, qu'il faut voir en elle une exception au principe général que vient de poser le début de l'art. 1384.

Ce principe paraît donc implicitement confirmé dans son interprétation jurisprudentielle. Du moins il est désormais difficile de nier que l'art. 1384 contient à la charge du gardien d'une chose une responsabilité qui ne suppose pas la preuve de sa faute.

Enfin un récent arrêt de la Cour de cassation (Civ. 29 juillet 1924, précité), vient de consacrer, pour la théorie du risque créée, un nouveau bond en avant qui ne semble pas moins important que les précédents. Jusqu'ici, la Cour de cassation limitait assez strictement le domaine de l'art. 1384, interprété comme nous venons de l'expliquer. Elle refusait en effet de l'appliquer au dommage causé par les choses qui, n'ayant pas de direction autonome n'étaient en quelque sorte que le prolongement du corps humain, auquel elles obéissaient.

Ainsi le propriétaire d'une automobile, d'une bicyclette ou d'un bâton n'était responsable de l'accident du à la chose mue par lui que si sa faute était démontrée (Orléans, 25 février 1909, D. 11, 2, 307;

Bordeaux, 26 octobre 1909 et 23 mars 1910, D. 12, 2, 255). Cependant, cette réserve était vivement critiquée, surtout pour les accidents d'automobile. On faisait valoir que, plus la chose dommageable est dans la main de son maître, plus la faute de celui-ci apparaît vraisemblable. (A. Colin et Capitant, 4-ème éd., II, p. 403; Courtois, Les autos écraseurs et l'art. 1384, Gaz. trib. 12 mars. 1922; Gandillot, L'accident d'automobile et la loi, Th. Paris, 1913; Vitry, La détermination du fait de l'homme, de l'animal, de la chose, Th. Rennes, 1912. Aussi, l'arrêt du 29 juillet 1924 abandonne-t'il la ligne de résistance jusqu'ici occupée par la jurisprudence contre les progrès de la théorie du risque : il déclare l'art. 1384 applicable aux automobiles dont il présume, le gardien responsable en cas d'accident.

Or, il est impossible de prévoir où s'arrêteront les conséquences de cette retraite de la théorie traditionnelle. Si, en vertu de l'art. 1384, on est de plein droit responsable, comme gardien, de l'accident dû à une automobile, il n'y a pas de raison pour qu'on ne soit pas également responsable, comme gardien, du dommage causé par une bicyclette, par un fusil, un bâton ou une pierre, dont on a assumé la garde en lui donnant un mouvement. Bien mieux, il est alors tout à fait illogique de s'arrêter là, car, si l'homme est de plein droit responsable du préjudice causé par les choses mises en mouvement par ses muscles, on ne voit pas pourquoi il ne le serait pas du dommage causé directement par ces mêmes muscles ; tout au contraire, il doit l'être à plus forte raison, la première chose dont il a la garde étant son propre corps.

Il paraît donc nécessaire, si l'on suit jusqu'au bout la voie où l'on s'est engagé, d'en arriver à déclarer l'homme responsable de toutes les suites de son activité, sans que la victime ait à prouver que cette activité est fautive. Ainsi seraient réalisés pratiquement (l'idée de présomption de faute ne subsistant qu'à l'état théorique) les vœux des théoriciens les plus absolus du risque créé. Arrivé là, il faudra réfléchir à ce qu'on a fait. Si séduisante qu'elle soit, nous croyons que la théorie du risque ne se révélera pas viable.

Il ne s'agit pas de savoir si elle est, en France, conforme aux textes. On a démontré d'une manière définitive qu'en écrivant le début de l'art. 1384, les rédacteurs du code Napoléon ne songeaient nullement à établir la responsabilité légale générale découverte un jour dans ce texte par la doctrine moderne ; ils se proposaient seulement de donner un en-tête aux dispositions qui allaient suivre. (Esmein, notes au Sirey, 1897, 1, 17 ; 1898, 1, 65 ; 1899, 1, 497 ; Planiol, De la responsabilité des choses inanimées, Rev. crit. 1906, p. 80). Mais il est aujourd'hui possible de répondre que la loi de 1922 a donné, au nouveau sens de l'art. 1384, une consécration législative.

En réalité, ce qui importe surtout, c'est de savoir si la théorie du risque, vers laquelle on tend, peut pratiquement s'accommoder avec les faits ; et c'est ce que nous ne croyons pas. Il nous semble matériellement impossible d'enlever à l'idée de faute sa place traditionnelle. Dire en effet que chacun est de plein droit responsable de toutes les conséquences dommageables de ses actes, c'est presque ne rien dire. Car, à l'origine d'un dommage, il n'y a pas un seul acte, émané d'une seule personne, mais toujours des milliers d'actes, posés par des milliers de personnes, au premier rang desquelles la victime, actes dont le dommage est la conséquence plus ou moins lointaine. Rendre tout ceux qui ont posé ces actes responsables du préjudice est impossible, et il faut choisir. Choisir qui ? C'est ici que le critérium de la faute intervient. Grâce à lui, parmi les innombrables personnes dont l'activité, ou même l'inactivité, ont contribué, de près ou de loin, à causer le dommage, on choisit pour responsables celles qui pouvaient et devaient le prévoir et l'empêcher, celles qui sont en faute.

Veut-on un exemple : par la faute d'un fumeur un incendie s'allume dans un tas d'objets inflammables. A cet incendie a contribué, à côté de l'activité du fumeur, celle de toutes les personnes qui ont participé à l'accumulation des objets brûlés, celle de toutes les personnes qui ont confectionné et vendu au fumeur ses allumettes et sa cigarette, etc., chacune de ces activités s'étant d'ailleurs encrêe au moyen des objets dont les dites personnes avaient la garde. Impossible, même sur le fondement de l'art. 1384, de les rendre toutes responsables de l'incendie. Mais il est légitime de faire supporter le dommage à l'une d'elles ; le fumeur, parce qu'il pouvait prévoir, et devait empêcher ce dommage. Sa responsabilité n'exclut pas d'ailleurs celle des personnes qui auraient imprudemment amoncelé en un lieu public et sans prévenir personne du péril, les objets particulièrement dangereux où le feu se serait allumé. Mais cette responsabilité reposerait encore sur une faute ; en l'absence de celle-ci, impossible d'en trouver le principe dans une simple activité.

RENÉ SAVATIER

professeur à la Faculté de Droit de Poitiers

## Problema și legislația muncitorească

Problema și legislația muncitorească prezintă un larg câmp de cercetări și de discuțiuni.

Atingând domeniile psihologiei, sociologiei, economiei politice și dreptului, vom întrevădea problema într-un mod cu totul general ca să nu zicem superficial.

Drumul pe care mi l'am deschis în însuși titlul acestui articol între teza și sinteză fiind prea lung de parcurs, voi trata întreaga problemă muncitorească numai în lumina raporturilor cari trebuiesc întreținute între patroni și lucrători — industriali — capital și muncă, privite sub forma lor legală, cău-

tând pe cât posibil să nu mă îndepărtez prea mult de latura juridică a chestiunii.

Ce înțelegem noi deci în primul rând prin legislația muncii și în al doilea rând prin contract colectiv de muncă? Care este rolul uneia și al celuilalt?

Printr-o legislație muncitorească sau un cod al muncii trebuie să înțelegem ansamblul principiilor îmbrăcate în forma legală care trebuie să cămăruiească raporturile dintre patroni și lucrători. Este un ansamblu de principii economice și umanitare care trebuie să asigure muncitorului drepturi minime — „standard of life” — zic englezii — principii care pe de altă parte sunt limitate de ordinea publică.

Pentru patroni este vorba de o chestiune materială, pentru lucrători o chestiune vitală. Înainte vremuri nu se pomenea decât de drepturi pentru patroni și obligațiuni pentru lucrători. Astăzi este vorba de drepturi și obligațiuni pentru ambele părți și aceste drepturi și obligațiuni trebuie codificate. Ele trebuie să caute a stabili oarecum echilibrul forțelor prezente, patronii și lucrătorii, prin înființarea de exemplu a contractului colectiv de muncă, prin admiterea participării lucrătorilor la beneficii ș. a. m. d.

Abia în secolul XIX găsim primele legi muncitorești care apar deci ca o exteriorizare a intervenției Statului în procesul dintre capital și muncă. Și asistăm în lumea întreagă la votarea de către parlamentele diferitelor state, a unor legi de ordin igienic, umanitar, economic. Avem de pildă ziua de 8 ore de lucru admisă în Franța prin ansamblul legilor din 9 Septembrie 1848—7 Decembrie 1874 — Noembrie 1892 — Martie 1900 — Decembrie 1900, în colonia Victoria din Australia prin legea din 2 Martie 1909. În Rusia prin legile din Februarie 1897 și Noembrie 1906. În Elveția prin legea din Martie 1877. În Serbia printr-o lege din Iunie 1910. În sfârșit legea federală americană din Iulie 1868.

Salariul minimum legal a fost admis de Statul Victoria prin legea din 1896 amendată în 1903. În Australia de Sud prin legea din 1900 amendată în 1906. În Franța legea asupra stabilimentelor insalubre din 1810. În Anglia legea din 1871, modificată în 1906 pentru recunoașterea trades unionilor. În Franța legea care recunoaște libertatea sindicatelor muncitorești din 1884. Legile prin care se recunoaște dreptul de asociație prin corporațiile obligatorii: legea românească din 1902, bulgară 1903, austriacă 1883—1897, germană 1881—1897.

Pentru repauzul duminical un ansamblu de legi votate la începutul secolului nostru. Legi de protecție a minorilor și femeilor: legea spaniolă din 1873, italiană din 1886, germană din 1891, engleză din 1878, olandeză, belgiană daneză, franceză, ungurească, norvegiană, americană, etc. Legea germană din 1883 asupra asigurărilor în contra boalelor, etc. Acestea nu sunt decât câteva legi pe cari le citez în treacăt.

Astăzi, legiferarea muncitorească a trecut din domeniul național în domeniul internațional.

Cu 1918 începe pentru muncitorime o eră nouă care se naște printr-o bruscă violentă a evoluției în materie de organizare și legiferare a muncii. Asistăm la o democratizare, la o echilibrare a raporturilor dintre patroni și lucrători. Am pornit pe drumul echității și egalității pe terenurile social și juridic. Industria s'a dezvoltat peste măsură și revendicările muncitorești apar din ce în ce mai îndreptățite. Sindicatul muncitorești care sunt expresiunea doleanțelor muncitorești cresc în putere: pe când în 1913 în 30 State numărau numai 16.152.000 membri, în 1920 numărau deja 48.029.000. La noi, numai în vechiul Regat în 1910 numărau 8.500 membri, număr care s'a dublat în 1918 și care a atins în 1920 cifra de 90.000; dovada cea mai evidentă că aceste sindicate muncitorești sunt singurele organe în cari stă nădejdea muncitorilor pentru realizarea doleanțelor lor ne-o dă astăzi Japonia, țara cea mai înapoiată dintre țările industriale în ceea ce privește ocrotirea muncitorilor și legiferările muncitorești. Abia astăzi când poporul japonez

este pe punctul de a obține sufragiul universal, leaderii muncitorilor luptă din răspuțeri pentru organizarea lor sindicală după sistemul Gompers — american — urmând ca sindicatele să-și formuleze revendicările lor și să susție în consecință pe reprezentanții lor firești.

Spuneam, că problema și legislația muncitorească au trecut din domeniul național în domeniul internațional. Această afirmațiune este sancționată prin însuși tratatul de pace dela Versailles. Part. XIII art. 387—427 (parte reproducută în tratatele dela St. Germain, dela Trianon și dela Neuilly sur Seine). Iată preambulul solemn care enumerează principiile acestei legislații internaționale așteptate:

„Având în vedere că Societatea Națiunilor are de scop să „b lărea păcii universale și că o astfel de pace nu este întemeiată decât pe justiție socială.

„Având în vedere că există unele condițiuni de muncă care „constituiesc pentru un mare număr de persoane, nedreptatea, „mizeria, privațiuni, ceea ce compromite pacea și armonia universală, și având în vedere că este urgentă o îmbunătățire „a acestor condițiuni, de pildă în ceea ce privește regulamentul zilei de lucru, stabilirea unei durate maxime a zilei și „a săptămânei de muncă, recrutarea mâinii de lucru, lupta împotriva lipsei de lucru, „garanția unui salariu asigurând condițiuni de trai convenabile, protejirea lucrătorului în contra bolilor generale și profesionale și accidentelor rezultând „din muncă, protejirea copiilor, adulților și femeilor, pensile „de bătrânețe și de invaliditate, apărarea intereselor lucrătorilor „cu ocupația lor în străinătate, „asigurarea principiului libertății de asociațiune sindicală, organizarea învățământului profesional și tehnice și alte măsuri analoge.

„Având în vedere că neadoptarea de către o națiune oarecare „a unui regim de muncă uman, împiedică eforturile națiunilor „celorlalte doritoare de a îmbunătăți soarta muncitorilor în „propriul lor stat.

„Înaltele puteri contractante, pornind dela sentimente de „dreptate și de justiție și cu dorința de a asigura o pace mondială au hotărât ceea ce urmează....”

Aceste tratate, cum știm de altfel, au fost semnate de 36 de state dintre cari facem și noi parte. Tratatul mai înființează și organizează un birou al muncii care redă situațiunea miscării internaționale de reformă socială. Acest birou care și clădește actualmente un palat la Geneva este un birou de înregistrare a tuturor informațiilor privitoare la organizarea și legiferarea muncitorească și pregătește materialul pentru diferitele conferințe internaționale ale muncii. Are și publicațiile lui cari apar în diferite limbi. Tratatul dela Versailles a fixat chiar și data și ordinul de zi al primei conferințe la Washington. De atunci au mai avut loc conferințe anuale, în 1920 la Geneva, în 1921 la Geneva, 1922 Geneva ș. a. m. d. și s'au adoptat o multime de proiecte, de convențiuni și de recomandări. Puterile contractante ale Tratatului dela Versailles pentru a menaja susceptibilitățile statelor cari ar prezenta poate particularități fie din punct de vedere al structurii lor economice fie din punct de vedere social au făcut o distincțiune între proiectele de convențiuni cari odată aprobate la Conferința Internațională a Muncii trebuiesc supuse spre ratificare în Parlamentele respective înăuntrul unui termen de un an și recomandățiunii — pentru situațiuni delicate, caracteristice unor țări — care s'ervesc numai de directivă în adoptarea unor legi naționale sau a unor argumente de administrațiune publică. Aceste recomandări pot să varieze dela Stat la Stat dar trebuiesc întemeiate pe unul și același principiu. Rezultatele obținute până astăzi sunt edificatoare. Până în 1923 Secretariatul Societății Națiunilor a înregistrat 73 de ratificări. Ratificări autorizate dar necomunicate încă 16. Ratificări recomandate de guvernele autorităților competente dar a căror aprobare s'a fost încă notificată 94.

România a ratificat la 13 Iunie 1921 convențiunea privitoare

la ziua de lucru, șomaj, femeia însărcinată, munca de noapte a femeilor și copiilor, vârsta minimă de admitere la lucru iar la 21 Iulie 1921 restricțiunile privitoare la întrebuințarea fosforului alb ș. a. m. d. Vedem cum evoluaiază această internaționalizare a codului muncii care va trebui să dicteze numai principiile d. p. d. v. muncar și economic care vor trebui să fie la baza raporturilor dintre patroni și lucrători, principii pe cari va trebui să se bazeze contractul colectiv de muncă și care fixează minimul drepturilor care trebuie recunoscute armatei muncitorești.

Toate aceste conferințe internaționale ale muncii ca și activitatea Biroului Muncii dela Geneva nu sunt decât lucrările pregătitoare și antemergătoare ale elaborării Codului Internațional al Muncii. Acest cod, peste câteva decenii probabil, va fi alcătuit și va trebui pus în aplicare în lumea întreagă. Dar cum trebuie ținut seama de situațiunea specială pe care ar prezenta-o unele state în activitatea lor economică, cred că se va admite pentru fiecare stat pe lângă alcătuirea acestui cod internațional și un cod anexă reglementând condițiunile speciale de muncă cerute de viața economică a țării, dar această reglementare nu va putea întru nimic să se îndepărteze de spiritul Codului Internațional. Iată, cum cred că se arată viitorul pe terennul legiferării muncitorești. *Am pomenit adineaori de contractul colectiv de muncă. Ce înțelegem noi prin această denumire? Care este rolul pe care-l îndeplinește sau îl va îndeplini acest contract de muncă?*

Cea mai bună definiție a contractului colectiv de muncă — după părerea mea — este a lui R. Jay care spune că este „reglementarea contractuală și prealabilă a condițiunilor muncii”. El constituie ultima fază a evoluției contractului de muncă cu caracter individual și este produsul unei reacțiuni ivită odată cu intervenționismul statului în contra abuzurilor patronilor. I. de a de contract de muncă cu caracter individual există deja la romani sub numele de locatio conductio — pe lângă munca obligatorie a sclavilor — locațiune de servicii pe care o regăsim și în codul nostru civil în art. 1410—1412. Condițiunile de validitate ale acestui contract în codul civil sunt cele cerute deja de romani: un obiect, aici dublu — deoparte o muncă și de altă parte un preț care trebuie să fie în bani, căci altfel avem de-a face cu un schimb de servicii spune Paul în L. 5 Par. 2 și prețul trebuie să fie serios, căci nu avem de-a face cu o donațiune spune Ulpian în L. 46. Pe lângă această condițiune se mai cere și consimțământul și aici găsim un amănunt interesant: chiar dacă serviciul ar fi suspendat dintr-o cauză independentă de voința muncitorului, cum e de exemplu, caz de boală cum ne-o spune Paul în L. 4. De Statu Liberis, salariul totuși va trebui plătit. Vedem aici, germele ideii de risc profesional.

Contractul individual de muncă — unii zic locațiune de muncă — nu mă opresc asupra discuțiunii care se ivește aici și pentru a curma orice discuțiune luăm denumirea de contract de muncă ca o denumire convențională, — zic, contractul de muncă — este reglementat în diferite legiuri, cea franceză, a noastră, c. c. german, c. federal al obligațiunilor, art. 338 — 349, C. Portughez art. 1370, C. Spaniol art. 1438—87, C. otoman art. 562—581 și 607 și chiar codul c. japonez art. 623—631.

Dar, acest contract individual de muncă, în majoritatea cazurilor *verbal*, nu se ocupă decât de salarii și de durata muncii și nu prezintă deci pentru muncitorime nici o perspectivă de ameliorare a soartei lor. Și aceasta cu atât mai mult cu cât contractul fiind de obicei verbal, muncitorii nici nu erau în stare să-și valorifice drepturile contractului existent având în vedere măsurile de probațiune ale acestui contract astfel cum erau — și din nefericire mai sunt și astăzi — reglementate în diferite legiuri. Asupra acestui lucru voi mai reveni.

Deci contractul de muncă astfel cum era reglementat nu putea întru nimic să înlăture conflictele dintre patroni și lucrători. Și atunci asistăm la fenomenul următor: survenind un conflict între patroni și lucrători, conflict care se traduce fie

printr-o grevă, fie printr'un lock-out — lichidarea lui nu se efectuează decât în urma unor negocieri dintre părțile în conflict — care la rândul lor se termină printr'un adevărat tratat de pace obligatoriu care este un contract colectiv de muncă obligatoriu cu tendința de a revizui toate raporturile dintre patroni și lucrători într-o întreprindere. Avem de pildă în Anglia, țara unde s'a născut contractul colectiv de muncă, contractul sau convențiunea din 11 Decembrie 1875 prin care se termină greva minierilor din Galia și din Monmouthshire care durase 4 luni și la care participaseră 120.000 lucrători. Așa iau naștere în Anglia consiliile de conciliațiune și de arbitri și contractul colectiv de muncă. În Statele-Unite se produce același fenomen în secolul XIX în urma grevelor telegrafistilor și ceferiștilor. La fel în Franța, Belgia, Elveția, Germania, Austria, Cantonul de Geneva, Noua Zelandă, țara celui mai perfecționat sistem de legiferare muncitorească.

Și atunci trecem la ultima fază a contractului colectiv de muncă care devine o reglementare *prealabilă* a raporturilor dintre patroni și lucrători. Contractul colectiv de muncă nouă este nu numai o măsură de împăciuire dar și o măsură preventivă în conflictele muncitorești. Are ca menire aplicarea și adoptarea legilor muncitorești la realități profesionale. A făcut progrese imense, în Germania în 1907 găsim 5.324 contracte în 1912, 10739. În Anglia dela 1849 la 1870 găsim numai 9 contracte colective de muncă. Acest număr crește dela 1896 la 1899 la 350 și a. m. d. În Franța dela 1892 până în 1920 s'au încheiat 2000 de contracte!

Așa, avem deoparte legislația muncitorească națională în zilele noastre, și tinzând spre internaționalizare, stabilind principiile generale pe baza cărora se vor alcătui contractele colective de muncă, cari nu vor fi pentru fiecare ramură industrială decât o largă interpretare a acestor principii ce se găsesc la baza raporturilor dintre patroni și lucrători, interpretare care va avea o aplicare obligatorie pentru părțile contractante.

Astfel fiind situațiunea, să cercetăm care sunt persoanele sau organizațiunile cari au puterea de a fi parte în astfel de contracte. Care este natura juridică a acestui contract colectiv de muncă când vine în conflict cu caracterul individualist al obligațiunilor codului nostru civil?

Părțile contractante sunt sindicatele profesionale sau orice altă asociațiune profesională având personalitatea morală. Deci înainte de toate trebuie recunoscută de către Stat personalitatea juridică unor astfel de instituții. Acest lucru a și fost deja recunoscut în diferite țări cum sunt Statele-Unite, Anglia, Germania, Franța, etc. Sindicatul având patrimoniul său, având personalitate morală, poate sta în justiție și poate contracta perfect în numele membrilor pe care îi reprezintă. Fiind partizan al obligativității acestui contract — pentru motivele pe care le voi arăta mai pe urmă — nu pot vedea nici o dificultate în ceea ce privește efectul acestui contract între părțile reprezentate, adică membrii sindicatelor. Cei care se vor înscrie mai pe urmă în sindicat vor fi considerați de asemenea ca primind cu totul dispozițiunile adoptate de părți. Dar care este efectul contractului față de cei care nu sunt sindicalizați? Cei cari vor să adere la contract evident că o pot face foarte ușor printr-o ratificare ulterioară. Dar față de ceilalți? Aplicăm dispozițiunile art. 973 c. c. care spune că „convențiunile n'au efect decât între părțile contractante?”. Chestiunea este cam delicată tocmai din cauza caracterului obligatoriu al contractului. Dar contractul colectiv de muncă deosebindu-se a priori de totul de caracterul individualist al obligațiunilor c. c. și fiind după părerea noastră — o vom discuta un *contract sui generis*, — o creațiune nouă — se va adopta o dispozițiune legală prin care se va stabili obligativitatea pentru cei nesindicalizați — de a rămâne în limitele contractului colectiv de muncă adoptat în contractarea celui individual, al lor. Această soluțiune reese și din spiritul art. 31 din legea franceză asupra

contractului colectiv de muncă din 25 Martie 1919 și care se găsește în cap. IV bis. din Codul Muncii Francez.

Acum să vedem care este natura juridică a acestui contract? Chestiunea are importanța sa în stabilirea responsabilităților în caz de nerespectarea contractului (1).

În primul rând nu poate fi vorba de un contract de muncă tip — și ne-o spune Paul Pic, profesor de legislație industrială și minieră, — căci conține o mulțime de dispozițiuni care nu se găsesc într'un contract de muncă individual, singurul regulamentat de codul civil.

Nu poate fi vorba de o gestiune de afaceri căci sindicatul negociază proprio suo nomine, pe baza legii care îi acordă acest drept de a apăra interesele sindicatului.

Nu poate fi vorba de un mandat cum o susține Hubert Wallerone căci contractul n'ar mai avea nici un efect față de acei care ar adera ulterior la contract, cum sunt cei nesindicalizați.

Nu poate fi vorba nici de o stipulațiune pentru altul, cum o crede de pildă Salèlles, căci sindicatele ar fi obligate în virtutea unui astfel de contract de a face tot ceea ce este în putința lor ca să execute condițiunile contractului, ceea ce materialmente este imposibil.

S'a mai zis că avem de a face cu o dispozițiune de ordine publică. Părerea partizanilor acestei teorii pare într'adevăr oarecum întemeiată întrucât avem de a face cu un contract pe care Statul vine să-l impună pentru armonizarea raporturilor cetățenești și pentru asigurarea liniștii interne și a mersului normal al activității industriale înăuntrul hotarelor lui. Totuși, nu putem fi partizani ai acestei teorii întrucât există pentru părțile contractante libertatea (limitată de codul muncii evident care de o parte stabilește un minim de drepturi și de altă parte ordinea publică) de a discuta toate problemele care se vor ridica între ele și de a adopta soluțiile pe care le vor crede de cuviință, atâta timp evident cât nu calcă principiile stabilite de codul muncii. Această libertate care este recunoscută părților vine tocmai în conflict cu caracterul de ordine publică care impune un lucru intangibil. Dacă Statul ar impune un contract colectiv de muncă tip, da, atunci ar putea să fie o dispozițiune de ordine publică, dar acest contract ar pierde tot interesul pe care îl are și pentru care a fost creat: de a fi maleabil ca să poată rezolva orice problemă care s'ar ridica în raporturile dintre patroni și lucrători problemă ivită dintr'un eveniment nou sau dintr'o situațiune excepțională. De aceea nu putem primi această teorie, și cred că ne putem ralia mai curând la părerea d-lor Planiol și Duguit cari spun că avem de a face cu un contract sui generis o nouă creațiune juridică. Într'adevăr suntem de acord — cred eu — în a susține că nu regăsim nicăieri acest contract sub o formă oarecare în dispozițiunile codului civil. Ab intio nu se poate aplica dispozițiunile codului civil, întrucât el regulează obligațiunile cu caracter individualist. Da, dacă contractul colectiv de muncă s'ar face între organizațiuni având personalitatea juridică și că n'ar fi perfect decât față de membrii sindicatului în momentul contractării, atunci am putea socoti acest contract ca fiind inclus în chiar definițiunea obligațiunilor dată de legiuitor. N'ar fi atunci decât un singur lucru de schimbat: chiar denumirea contractului de „contract colectiv de muncă” în contract de muncă. Dar la acest contract pot adera și ulterior și chiar în momentul contractării lucrătorii nesindicalizați cari formează atâtea individualități cât sunt ei, și atunci ne îndepărtăm cu totul de caracterul individualist al obligațiunilor codului nostru civil. Și această constituie generalitatea cazurilor. Vedem deci că acest contract trebuie să aibă o valabilitate juridică, cuprinzând 2 elemente esențiale ale convențiilor: a) 2 părți cu interese opuse; b) libertatea de discuțiune asupra condițiunilor de muncă. Există deci elementul contractual! Deoparte a o-

bligăția de a contracta, iar de altă parte ai libertatea de a adopta condițiunile pe care le vei admite de comun acord cu partea adversă, rămânând în limitele codului muncii. Suntem deci în afară de codul civil, dar el nu trebuie modificat ca să împăcăm natura juridică a contractului colectiv de muncă cu caracterul individualist al obligațiunilor codului civil, căci contractul colectiv de muncă este o nouă instituțiune juridică, născută dintr'o nouă stare socială, având de altfel și o procedură și sancțiuni speciale. Va fi deci regulamentat de chiar codul muncii care va adopta toate dispozițiunile materiei obligațiunilor codului civil care îi vor putea fi aplicate.

Soluțiunea este deci, că avem de a face cu un contract nou — sui generis — care va fi regulamentat de codul muncii, care la nevoie va putea imprumuta dispozițiuni din codul civil.

Nu putem adopta totuși felul de a vedea al d-lui Planiol când spune că acest contract se poate revoca oricând de părți, căci spune el — pot să intervină unele evenimente care ar putea să schimbe cu totul o situațiune economică existentă în momentul contractării și ar face executarea contractului imposibilă. Nu împărtășim această părere pentru că în primul rând existența contractului este de scurtă durată, urmând să se reînnoiască de pildă după fiecare 5 ani, și că în al doilea rând nu este lucru mai ușor și mai rațional pentru părți de a trece o clauză în contract care să prevadă cazurile fortuite și de forță majoră.

Este o tendință vădită, tendință post-belică în favoarea obligativității acestui contract colectiv de muncă care există astfel în Cantorul de Geneva dela 1904 și în Noua Zelanda printr'o lege din 1900 modificată în 1900. Noua Zelanda spune un sociolog englez, Lloyd, este „a land without shrike” o țară fără greve.

În ceea ce privește Anglia, contractul colectiv de muncă nu și găsește nici o consacrare legislativă, cu toate că este țara unde își găsește origina. Dar nu găsim nici o întreprindere industrială să nu fie bazată pe un astfel de contract. Și nici un patron nu s'ar gândi o clipă să refuze de a trata cu muncitorii pentru adoptarea unui contract colectiv de muncă. Și această concepțiune a respectului și libertății individului de o parte, și de altă parte educația pe care a primit-o masa muncitorească fac ca acest contract colectiv de muncă care nu este legiferat nicăieri, să aibă de fapt o aplicațiune generală. În țările continentale totuși, unde raporturile dintre patroni și lucrători abia încep să se egalizeze, ar fi de dorit să se admită contractul colectiv de muncă obligatoriu.

În primul rând va stabili un oarecare echilibru între capital și muncă, asigurând muncitorului posibilitatea de a trata dela egal la egal, de a-și formula pretențiile sale, de a le discuta, de a asigura și lui și familiei sale condițiuni mai bune de trai. În Noua Zelanda, muncitorii au un minimum de salariu fixat de lege. Nu intrăm în criticele care sunt aduse acestei instituțiuni — am intra în domeniul economic — dar cred că chestiunea s'ar putea foarte bine discuta plecând dela ideea admiterii unui minimum de salariu proporțional cu index-number-ul orașului sau cel mult al provinciei.

Contractul colectiv de muncă ne duce spre armonia socială.

Pe lângă aceasta, mai este o armă puternică în contra grevelor. Nu le stăruiește cu totul dar le înlătură foarte des, căci sancțiuni în caz de nerespectarea lui de una din părți există — și aici nu pot să mă opresc la sancțiunile și caracterul lor, dar tin să spun că admitând contractul colectiv de muncă obligatoriu trebuie să primim și conciliațiunea și arbitrajul obligatoriu care de altfel sunt aplicate în Noua Zelanda unde au avut urmări binefăcătoare care au împins celelalte state ale Australiei să le adopte.

Conciliațiunea are loc înainte de exteriorizarea conflictului ca să-l împedice, arbitrajul are loc când conflictul a izbucnit în scop de a-l rezolva. În conciliațiune sunt față în față părțile contractante, în arbitraj mai găsim și o terță persoană, în majoritatea țărilor un magistrat cu funcțiune de președinte.

1) A se vedea: Paul Pic, Lé gislation industrielle et ouvrière. D. R. Ioanățescu: Contractul Colectiv de muncă. Georges Bry „Cours élémentaire de législation industrielle.

În conciliațiune părțile nu se obligă la nimic, pe când în arbitraj, rezoluțiunile admise sunt obligatorii. Adoptând conciliațiunea obligatorie, amânăm deci greva, dând posibilitatea părților să se înțeleagă și să evite astfel întrebuintarea unor arme atât de funeste industriei și economiei naționale, fie greva, fie lock-out-ul. Existând deci un contract, care are clauze exprese și obligatorii, ai înlăturat multe motive de nemulțumire și totodată ai înlăturat de cele mai multe ori și greva care există tocmai pentru a se putea realiza ceea ce ai putut în majoritatea cazurilor obține în momentul când ai consimțit să lucrezi. Codul muncii ți-a asigurat un minimum de drepturi, n'ai de cât să le consfințești în contractul colectiv de muncă care se găsește sub protecția legii. Impiedicând grevele să se producă, contractul colectiv de muncă înlătură toate consecințele lor care nu pot decât să sdruncine viața unui popor întreg. Vine deci nu numai în interesul unei clase, muncitorimeii, dar în interesul întregii societăți, și aici îi regăsim un caracter de ordine publică.

Mai prezintă încă și acest avantaj: că fiind foarte maleabil, el poate adopta orice soluțiune care care îi ar fi dictată de unele împrejurări neașteptate.

Există un sistem special pentru sancțiuni și iarăși aici nu pot decât să trec asupra acestei chestiuni observând că în contra patronilor, în caz de neexecutarea contractului o să găsim aproape în totdeauna ce execută, dar dacă lucrătorii nu respectă contractul? Ei bine soluțiunea este următoarea: sindicatele pentru asigurarea îndeplinirii contractului vor depune o cautiune al cărei quantum va fi fixat de comun acord. Această soluțiune își găsește aplicația în Noua Zelandă și chiar în Franța dela 1919.

Sindicatul, numai din cotizatiile membrilor lor sunt în stare să adune sume destul de rotunde pentru satisfacerea acestei cerințe.

Până acum câțiva ani țara noastră n'a cunoscut o așa zisă „problemă muncitorească” în toată importanța înțelesului care i-a fost dată de către Marele Puteri industriale. Astăzi prin realipirea provinciilor surori, devenind dintr'odată țară industrială, România se găsește în fața unei opere de legiferare care cere urgența nu numai în scopuri umanitare și economice, dar și într'un scop de interes național. Nu trebuie să uităm că majoritatea muncitorimeii din Transilvania este minoritară, și asigurându-i o viață bună, ne vom asigura tot odată recunoștința ei. Mulțumirea ei va asigura prosperitatea noastră, întregirea României Mari pe terenurile social și sufletești.

Foarte probabil că și țara noastră a cunoscut diferitele faze ale evoluției muncii. Dar din cauza situațiunii noastre geografice, cunoscând pe o scară întinsă și invaziile și războaiele, și din cauza configurațiunii noastre economice, nu distingem în noi treptele acestei evoluțiuni așa cum se evidențiază în țările industriale.

Și noi am plecat dela disprețuirea muncii, concepțiune pe care o găsim la romani și la greci, și care își găsește explicațiunea sa în faptul ca numai sclavii muncesc și că ei nu erau decât niște res mobiles nefiind supuși decât la obligațiuni, fără să aibă măcar la rândul lor drepturi. Iată cum se descrie de pildă Plaut munca sclavilor, fiind aici vorba de sclavi cari frământă făina: „Là gemissent ces misérables esclaves qui mangent la polenta, là résonne le claquement des fouets et le bruit des clames, là le cuir de boeufs morts, lacère l'épiderme des vivants”.

Pe lângă această muncă a sclavilor, găsim dar pe o scară foarte redusă—locațiunea de servicii a oamenilor liberi—locatio conductio a romanilor.

Regăsim urme de această locațiune de servicii și la noi în poeziile populare, în basme, la cronicari așa cum ne este redată de d-l prof. Peretz. (Peretz: „Istoria dreptului român”). Un exemplu: „pe când cele mai multe locațiuni de servicii se făceau numai pe hrană și locuință, întâlnim și prețul serviciilor în bani sau în obiecte și contractul se numește atunci „sim-

brie” „În basmul „Inima” de pildă găsim menționat „un mânz năzdrăvan dela o babă care-l dădea în loc de sim-brie cui putea să îi păzească o iapă în timp de trei zile”.

Și țara noastră cunoaște organizarea corporațiilor care este un rezultat al dezvoltării industriale, și cu toate că nu avem decât câteva fabrici de hârtie, postavuri, sticlărie am avut corporații puternice, bine organizate. Regulamentul organic se ocupă de ele.

Regimul corporațiilor însemenează o întindere a muncii industriale, o organizare a meșteșugarilor cari cresc în număr și se adună în organizațiuni profesionale patronale. La noi membrii aceleiași bresle erau așezați în aceeași mahala care le împrumuta numele lor și astăzi mai găsim denumirea de mahalaua tăbăcarilor, cărămădarilor, etc. Breslele fură desființate în 1873 dar fură reînființate mai târziu.

În străinătate corporațiile iau naștere în sec. XV, dar nu sunt decât niște organizațiuni profesionale patronale și tocmai din cauza tiraniei pe care ele o exercitau asupra companionilor și calfelor, s'au născut și organizațiuni de companioni. La început fiind oprite, au fost secrete. În ele găsim origina sindicatelor profesionale *muncitorești* de astăzi. Ele sunt născute dintr'un spirit de conservare al celor slabi față de cei puternici. S'au născut pentru a pune o stavilă nedreptăților acelora cari înșiși luptaseră cu atâta îndârjire pentru dobândirea drepturilor lor, și asigurarea libertății lor.

Deci, în toată această perioadă nu găsim nici o măsură de ocrotire socială a muncitorilor. După aceasta, corporațiunile fură desființate, și lucrătorii capătă o libertate deplină. Ei tratează fără intervenția nici unei organizațiuni. Dar acest exces de libertate le este funest întrucât se simt prea slabi: puțerea lor de rezistență individuală se găsește foarte redusă față de aceea a patronilor. Salariile scad din ce în ce din cauza lucrătorilor rămăși fără de lucru și care oferă serviciile lor pentru prețuri derizorii, de unde naște concurența mâinei de lucru. Pentru curmarea acestei nedreptăți, s'au inventat două mijloace: deoparte intervenția Statului iar de cealaltă organizarea lucrătorilor în sindicate, care sindicate sunt sursa contractului de muncă despre care am pomenit. Statul trebuie să intervină, căci liniștea nu mai este asigurată și de altă parte industria se dezvoltă din ce în ce. Ca să dau un singur exemplu: În Anglia în sec. XVII erau 5000 de țesători. În urma descoperirii mașinei cu aburi acest număr crește în sec. XIX la 800.000! Muncitorii izolați simt nevoia de a se grupa din nou spre a se putea apăra în contra speculațiilor ale căror victime erau și Statul intervenind se naște astfel legislația muncitorească în a 2-a jumătate a sec. XIX apar primele legi de ocrotire socială a muncitorilor. Și dacă abia spre sfârșitul sec. XIX au început legiferările muncitorești, nu ne putem plânge dacă legislația noastră muncitorească este săracă cu atât mai mult că România n'a devenit într'adevăr o țară industrială decât dela războiu încôace.

Astăzi avem 5 instituțiuni care sunt la baza organizării noastre muncitorești. În primul rând pactul fundamental al țării care proclamă libertatea muncii. În al doilea rând art. 1471—1472 din codul civil cari stabilesc o ierarhie de clase și trebuie deci abrogate ca fiind anticonstituționale. Art. 1472 spune: „Patronul se crede pe cuvântul său pentru câtimea salariului etc. Cei cari susțin temeinic'a juridică a acestui articol pretind că art. 1472 ne dă o soluțiune foarte juridică căci dacă un creditor — aici lucrătorul — pretinde o creanță oarecare — salariu care nu i-a fost plătit — și că nu există nici un înscris, se va admite datoria în limitele recunoașterii debitorului deci patronului potrivit dreptului comun și anume art. 983 c. c. care spune: „când este îndoiială, convențiunea se interpretă în favoarea celui ce se obligă. Aastă soluțiune a art. 1472 s'ar potrivi deci perfect cu dreptul comun.”

Dar această soluțiune este adevărată dacă s'ar abroga pur și simplu art. 1472, cum este în Franța unde articolul corespunzător 1781 a fost abrogat—simplă măsură politică — printr'o

lege din 2 Aug. 1868 și în Belgia printr-o lege din 11 Iulie 1883. Codicile italian și portugez n'au mai reproduș acest articol care nu se mai găsește decât la noi și în codul spaniol în art. 1584. Nu este suficient să abrogăm pur și simplu acest articol nelăsând astfel aproape niciodată o probă în mâinile lucrătorilor, dar trebuie să înființăm odată cu desființarea acestui text de lege, contractul colectiv de muncă în scris care va stabili echilibrul complet dintre patroni și lucrători d. p. d. a. al dovedirei condițiilor de muncă stabilite între ei. Avem nădejdea că acest articol va fi desființat în noul nostru c. civil întrucât eminentul nostru juriscensult Dimitrie Alexandresco care face parte din comisiunea de unificare legislativă a c. c. le numia deja această dispozițiune acum câțiva ani o dispozițiune antideluviană.

Pe lângă codul civil mai avem legea din 5 Martie 1902 pentru organizarea meseriilor, prima lege care se ocupă mai de aproape de chestiunile muncitorești, și regulamentul legii generale de pensuni din 15 Martie 1902 modificat în 1906. Prima lege fără să aducă o ameliorare sensibilă soartei muncitorimei, totuși se ocupă de raporturile ei cu patronii, examinând eventualitățile de ruptura contractului individual de ambele părți și consecințele unei astfel de rupturi. Se ocupă de raporturile dintre patroni și elevi, de învățătura tehnică a elevilor, de corporațiuni care prin art. 41 sunt declarate persoane juridice dar care sunt supuse tutelei camerilor de comerț și industrie potrivit art. 52. De altfel cadrul activității lor este limitat de însuși art. 55. A doua lege se bucură de asigurări muncitorști: cazuri de boală, accident, moarte și înființează un sistem centralizator pentru toate aceste asigurări.

O altă lege foarte importantă în legislația noastră muncitorească este legea Trancu-Iași din 5 Sept. 1920 asupra conflictelor de muncă, lege care înființează conciliațiunea și arbitrajul obligatoriu. Este deci un mare pas făcut, totuși nu îndulcește întru nimica soarta muncitorimei.

În sfârșit avem diferitele convențiuni de la conferințele internaționale ale muncii cari au fost ratificate la noi. Sunt unele cari constituiesc o îndulcire a soartei muncitorimei, cum este adoptarea zilei de opt ore de lucru, măsuri contra șomajului. Dar nu trebuie să uităm că suntem semnatarii Tratatului de la Versailles care stabilește principiile care trebuiesc să fie la baza oricărei legislații muncitorești; „între altele spune Tratatul: garanța unui salariu cari asigură condițiunile de existență convenabile, ceace implică în sine fie participarea lucrătorilor la beneficiile de stabilirea unui salariu legal minimum. Principiile fiind stabilite în codul muncii rolul contractului colectiv de muncă obligatoriu este tocmai de a le pune în aplicare sub o formă carecare. Cred că acest sistem este un mijloc de armonizare a intereselor patronale și muncitorești sub o formă oarecare. Astfel muncitorii își vor vedea realizate revendicările lor. Cred că acest sistem este un mijloc de armonizare a intereselor patronale și muncitorști sub o formă legală. Nu ating reformele în latura pur economică care ar trebui adoptate.

Să sperăm că guvernânții noștri dându-și seama de rolul pe care îl are astăzi munca în viața noastră, îi va da rangul care îi se cuvine. În 1900 fostul Președinte al Republicii franceze D-l Millerand atunci ministru de industrie și comerț deja făcea apologia muncii:

„O travail, travail libérateur et sacré, c'est toi qui ennobles, c'est toi qui consoles. Sous les pas l'ignorance se disipe, le mal s'enfuit. Par toi l'humanité affranchie des servitudes de la nuit morte, monte sans cesse vers cette région lumineuse et sereine où doit un jour se réalliser l'idéal et parfait accord de la puissance, de la justice et de la bonté (1). Ce departe suntem de concepțiunea română a muncii!

Legiutorul nostru astăzi animat de un înalt sentiment de umanitate și de patriotism poate prin dibăcia lui să asigure

umitatea tuturor locuitorilor acestei țări, el poate să ne asigure consolidarea internă pe terenul social. El ne va putea întări înăuntrul hotarelor d. p. d. a. industrial prin armonizarea raporturilor dintre patronii și lucrătorii soluțiune care va aduce ca urmare stângerea legăturilor noastre sufletești cu muncitorii minoritari din Transilvania care în loc de a dușmăni țara noastră o vor servi cu atâta dragoste.

Dar nici aceasta ocrotire nu trebuie dusă la exces cîm este cazul care mi-a fost relevat de un domn profesor al Universității din Cluj. El îmi povestea că la soc. Reșița muncitorii erau organizați în 2 sindicate: unul cu circa 30.000 membrii, numai lucrători calificați, unguri, și unul cu 2000 de lucrători români. Ori când patronii tratează, nu tratează decât cu sindicatul de lucrători calificați fără să consulte măcar sindicatul românesc; Vă puteți închipui urmările unei astfel de procedări; ce însemnează 2000 de români sub protecția a 60.000 unguri!

Se pare că distinsul nostru ministru de justiție ar fi alcătuit un proiect de cod al muncii. Se pare că este de altfel și tipărit, dar nu se găsește nicăeri. Ar fi de dorit ca să fie adus la lumină ca să poată fi discutat de marele public. Orice chestiune de ambiție trebuie înlăturată căci un lucru oricât de bun ar fi, tot mai este perfectibil. În acest cod va trebui să adoptăm principiile care vor trebui să rezolve procesul dintre capital și muncă. Acest cod poate deci să ne aducă transformări de ordin economic și social capitale care necesită cercetările și comentariile tuturor competențelor care doresc binele acestei țări. Oricum s'ar prezinta codul d-lui Ministru Mărzescu n'am putea decât să îi fim recunoscători, căci va da dovada de munca și dragostea pe care le consacră intereselor obștești.

Va fi oare aceasta legislație cuprinsă în acest proiect de cod mijlocul care să asigure începutul unei perioade de liniste și prosperitate pentru țara noastră, o doresc din adâncul sufletului meu.

JEAN H. VERMEULEN  
Avocat

## R A P O R T U L

### d-lui avocat GEORGE PETROVICI, asupra conferințelor de stagiu

În ședința solemnă de azi, inaugurăm al patrulea an al conferințelor de stagiu de după războiu și sărbătorim pe tinerii avocați ce s'au distins în decursul anului judiciar 1923—1924.

Pentru Baroul nostru ședința de deschidere a conferințelor de stagiu este cel mai însemnat eveniment anual. Ea ne dă prilejul nouă, celor chemați a da îndrumările profesionale elementelor tinere ce intră în marea noastră familie, să constatăm nu numai aptitudinile naturale cu care sunt înzestrați unii dintre ei, dar și bogăția de cunoștințe juridice și cultura generală cu care dela început pășese la bară, distingându-se prin dorința lor de a-și cuceri un loc de seamă, în profesiunea ce au îmbrățișat.

Fiecare succes consacrat în aceste ședințe anuale constituie pentru noi, o nouă și mare mulțumire sufletească.

Tinerii consacrați în aceste ședințe ne dau siguranța păstrării tradițiunii baroului nostru, care în decursul existenței sale de aproape șapte decenii, a dat barei omeniei cei mai iluștri, Justiției, judecătorii cei mai distinși, apărători al celui mai scump patrimoniu omenesc: „onoarea și demnitatea“.

1) Redat dintr'un articol publicat de d-l Prof. G. Plastara,



Deși tânăr în raport cu viața juridică a barourilor multor țări după continent, baroul nostru, grație ilustrațiilor noastre înaintași, a ocupat în totdeauna un loc de frunte.

Tradiția profesională s'a creiat după prima generație de avocați și spre mândria noastră, ei ne-au învățat și ne-au transmis ca un patrimoniu sacru, ideia de sacrificiu pentru cea mai sfântă cauză omenescă : „dreptatea“.

Ei ne-au învățat prin viața lor, că profesiunea noastră e dela începutul desfășurării ei și până la sfârșit, o profesiune de sacrificiu, în care trebuie să aducem ca jertfă pe altarul celei mai însemnate Instituții omenesti „Justiția“ toată puterea noastră de muncă, tot talentul nostru, întărit prin cunoștințe zi cu zi înprospătate, cea mai bună parte din sufletul și din viața noastră.

Și martori suntem, că nici unul din înaintașii noștri, nu au drămuț cu arginți, taleri și stințai lor.

Martori suntem, că ei, au consacrat la bară cea mai prețioasă comoară omenescă : „știința și dorul cuvântului“ închinat științei dreptului și dreptății ;

Martori suntem, că ei, au fost alcătuitoarii celor mai de seamă Instituții românești.

Cercetând trecutul, găsim ca ei, au îmbrățișat, au susținut și s'au sacrificat pentru toate ideile mari și mai ales pentru ideia de libertate și de dreptate; că, în luptele dela bară, ei au reușit printr'o cercetare vastă a comorilor graiului nostru, să țină pledoariile cele mai frumoase, dând expresiunilor juridice, farmecul acestui graiu.

Martori suntem, că ei, au ținut la demnitatea profesională, ca la cel mai scump patrimoniu, și au pus mai presus de orice titlu politic, calitatea și profesiunea de avocat.

Și cât au muncit ei pe tărâmul juridic.

Prin puterea lor de muncă și sacrificiu, au creiat la bară și la catedră, avocați, magistrați, profesori, cum și literatura juridică românească, de care dela început s'au ocupat și s'a scris elogios în presa juridică străină.

Deși grație talentului și muncii lor, ar fi putut să se îmbogățescă, ei care puțini la număr aveau monopolul profesional în acele vremuri, au preferat totuși banului procurator de lux și viața ușurată, munca de sacrificiu în interesul obșteș al justiției și al Patriei.

Iată tradițiunea profesiunii noastre. Ea s'a păstrat neștirbită până la războiu. Cine îmbrățișa cariera de avocat nu o făcea în vederea unei existențe lesnicioase; din contra, o îmbrățișa din dragoste pentru marea ei menire socială.

Războiul cu legile lui necunoscute, cu urmările lui turburi și grele, a determinat credem noi, fără nici un fel de justificare, o îndrumare febrilă a tineretului, către profesiunea de avocat.

Câteva cifre ne vor evidenția starea de azi.

În anul 1916 aveam 250 de stagiari, astăzi avem aproape 1000 de stagiari și peste 1600 trecuți în tabloul de avocați definitiv. Și numărul tinerilor care îmbrățișează cariera noastră, merge crescând în fiecare zi.

Nimeni nu va protesta contra acestei tendințe, însă, grija noastră de căpetenie este că acest exodiu, către profesiunea de avocat, să fie călăuzit de aceleași considerațiuni sfinte, care au determinat

pe înaintașii noștri să-și închine viața acestei profesiuni.

Baroul va căuta deci, ca tradițiunile lui să fie respectate și ca tinerii ce se consacră profesiunii, să se conforme și să respecte preceptele profesionale, care constituiesc patrimoniul nostru cel mai scump.

Conferințele de stagiu au acest scop înalt.

Decanul *Albert Salle* cu ocaziunea deschiderii conferințelor de stagiu a avocaților din Paris, spune :

„C'est un art fort difficile, que celui d'avocat, „et la maitrise s'acquiert, non par la prestation de „serment, mais par une longue etude, par un travail patient servi, par quelques dispositions naturelles ; ces dernières ne suffisent jamais, et si „brillantes soient-elles, ne peuvent suppléer, la science du jurisconsulte. Votre diplôme de licencié indique que vous avez feuilleté les codes, que vous „avez quelques idées générales sur les servitudes „eu les contrats, que vous êtes aptes a étudier quelques problèmes juridiques, et c'est à peu près tout. „Mais vous ne savez pas distinguer une sommation „d'une assignation et la grosse d'un jugement, ne „vous dévoilera pas son secret, perdus que vous „serez dans la dédale des qualités, et incapables „des discerner la formule fatale du dispositif“.

Iar profesorul *Appelton*, în tratatul său „Profession d'avocat“ spune că pentru a reuși la bară este absolută nevoie de următoarele calități :

- 1) Cultura generală ;
- 2) Dragostea de profesiune ;
- 3) Dragostea de muncă ;
- 4) Regularitatea, calități pe care tânărul avocat prin instituția conferințelor de stagiu, are posibilitatea să le arate încă dela începutul carierei lui juridice.

Examenul instiuit de lege, vor constitui măsura de triare necesară.

Vom constata însă că acest exodiu către profesiunea noastră, nu a corespuns și dorinței de instruire în regulile profesionale și în știința de aplicațiune, căci la un număr de 1000 avocați, abia 50-100 au răspuns la îndatoririle legale și profesionale, după cum se constată din registrul de prezență la conferințe.

Iată un rău pe care Consiliul de disciplină înțelege să-l remedieze așa precum legea ne dă dreptul și tradițiunea de care am vorbit mai sus, ne împune.

Avem o răspundere prea mare față cu viitorul profesiunii noastre, spre a tolera o atare stare de lucruri.

Avocatul profesionist liber, dacă are drepturi întinse, are însă și cele mai grele îndatoriri și o mare răspundere.

Dacă legea noastră de organizare recunoaște avocatului după depunerea jurământului dreptul de a apăra la bară onoarea și avutul semenilor săi, baroul însă, prin legile sale profesionale, are îndatorirea de a supraveghia clipă cu clipă, îndeplinirea acestor îndatoriri profesionale. În vremurile normale până înainte de războiu, deși avocatul avea aceleași drepturi dela început, totuși nimeni dintre noi n'a apărut la bară, mai înainte de a fi consacrat studiului îndatoririlor profesionale și practicei profesionale, cei dintâi ani de profesiune.

Era conștiința de răspundere, care împunea un

stagiul efectiv, cu puterea unei legi morale superioare.

Această conștiință profesională baroul înțelege să o impună aceluia care atrăși de un mirajiu ireal, lasă răspunderea și sacrificiul în planul al II-lea.

Aceste constatări făcute, avem deosebita mulțumire sufletească să vă facem cunoscut, numele tinerilor care s'au distins în anul judiciar trecut.

Comisiunea instituită prin regulamentul conferințelor de stagiul a propus și Consiliul de disciplină a admis acordarea următoarelor titluri onorifice și premii :

Pentru titlul de secretari ai conferințelor de stagiul în 1924—1925 și premiul I, d-nii :

*Jean Vermeulen și Fotea Papazol.*

Pentru premiul al II-lea, d-nii :

*Merlescu Ilie, Henri Stahl și I. Vlada.*

Pentru premiul al III-lea, d-nii :

*George Iuliu, Petrică Teodor și Weinberg Frederic.*

Deschizând acest nou an al conferințelor de stagiul, ne exprimăm dorința ca prin rezultatele lui, să putem fi îndrituiți ca la anul să facem constatări mai fericite.

Consilier GEORGE PETROVICI

## Societatea de Legislație Comparată Română

Afiliată la Societatea de Legislație Comparată din Paris

Duminecă 16 Noembrie c. la ora 11 dimineața a avut loc în casele d-lui Ioan Manu, Președintele Curții de Apel s. II, a 3-a ședință a Soc. de Legislație Comparată Română.

Ședința se deschide sub președinția d-lui Dem. Tăslăuanu, președintele Curții de Casație s. 3-a.

Sunt prezenți din comitetul de direcție : D. Tăslăuanu președintele Curții de Casație s. III, Em. Pantazi avocat, Petre Misir profesor universitar, Vl. Atanasovici avocat, Matei Balș consilier la Curtea de Casație, Alex. Nicolau consilier la Curtea de Casație, I. Manu președintele Curții de Apel s. II, C. Panaitescu avocat, Grig. Trancu-Iași avocat, Grig. Pherchide, consilier la Curtea de apel : G. G. Mironescu, profesor universitar, Al. Costin, procuror la Curtea de Apel, Dem. Negulescu, profesor universitar, G. Plastara, profesor universitar, Anibal Teodorescu, profesor universitar, Coman Negoescu, N. Venculescu, I. Radovan, S. Calmuski, St. Mihăileanu, magistrați ; Traian Alexandrescu, I. Gr. Periețeanu, I. Fișescu, C. Stoianovici, Iosef Cohen, avocați etc. și d-nii secretari : Asnavorian, I. Brăescu, Al. Velescu, Vintilă Dongoroz G. M. Sescioreanu, Louis Osias, avocați.

D-l Tăslăuanu arată că conform statutelor fiind prezenți un număr de membrii îndestulători, se poate procedea la ordinea de zi, și dă cuvântul d-lui I. Cohen pentru a expune punctele supuse discuțiunii.

D-l Cohen arată că conform mandatului dat în ședința ținută la d. avocat Atanasovici, la 30 Iunie 1924, soc. de Legislație Comparată din Paris a primit propunerea făcută de societatea română pentru a publica în Buletinul societății franceze comunicările sale periodice, plătind în schimb societatea românească numai cheltuielile hârtiei și a tiparului, ceea ce ar reveni la 20—30000 lei anual. Citește apoi scrisoarea d-lui Trouiller președintele soc. Comparate din Paris, prin care se arată simpatiile Franței pentru România, și încrederea acordată societății românești pentru realizarea unificării legislative internaționale.

Arată apoi că grație concursului dat de d-nii Ionescu-Dolj și Matei Balș, Ministerul de Justiție va acorda o subvenție anuală, și grație d-lui Pantazi, Ministerul de Externe va acorda societății, de asemenea, o subvenție anuală ; astfel că societatea va fi onorată cu aceste subvențiuni oficiale.

Adunarea în unanimitate aprobă plata cheltuielilor necesare pentru publicațiunile la Paris și hotărăște ca pentru

moment societatea să aibă drept buletin, buletinul soc. Comparate din Paris.

D-l Pantazi expunând scopul societății și rolul pe care această societate îl va avea în răspândirea legislației române în străinătate, roagă pe d-nii membrii să-și comunice lucrările lor, cel mai târziu până la 1 Ianuarie 1925.

D-l Athanasovici arată importanța acestei societăți care, fiind afiliată Soc. franceze, a dobândit implicit o existență internațională. D-sa expune pe larg avantajele pe cari România ar putea să le aibă printr-o lucrare continuă a societății comparate, formând aceasta cel mai frumos organ de propagandă în străinătate, întrucât Buletinul Soc. de Legislație Comparată este cel mai răspândit ziar juridic. D sa se obligă a prezenta în ședința viitoare un studiu asupra legii naționalităților și comercializării.

D-l I. Fișescu comunică, că va colabora împreună cu d-l Athanasovici la legea naționalității și d-l H. Asnavorian și L. Osias arătând metoda de lucru în dreptul comparat francez, comunică că vor lucra la legea comercializării.

Mai vorbește în acelaș sens, d-nii Gr. Pherkide, Plastara, Costin, Anibal Teodorescu.

D-l consilier Ni-olav propune ca scrisoarea d-lui Trouiller să fie publicată în *Curierul Judiciar*.

După alte discuțiuni urmate, d-l președinte roagă ca toți membrii să-și facă comunicările.

Sunt înscriși astfel pentru :

*Legea Naționalității* : Vladimir Athanasovici, Dim. Maxim și I. Fișescu.

*Legea persoanelor juridice* : Petre Missir, Em. Pantazi, Grig. Pherchide, Al. Costin, Gh. Plastara.

*Constituția* : C. Dissescu, Matei Balș, M. A. Dumitrescu, Anibal Teodorescu, Al. Costin, G. Plastara.

*Legea Minelor* : Dem. Negulescu, Grig. Conduratu, Iosif G. Cohen I. Calmuski.

*Exproprierea și reforma agrară* : C. Stoeanovici, G. Sescioreanu, Al. Brăescu, St. Mihăileanu.

*Legea Chiriilor* : I. Gr. Periețeanu și Alex. Velescu.

*Legile Valutare* : D. Cernescu și H. Asnavorian.

*Legea conflictelor de muncă* : Gr. Trancu-Iași.

*Legea comercializării* : Athanasovici și L. Osias.

Comitetul de direcție procedează la numirea casierului societății în persoana d-lui N. Venculescu, judecător la trib. Ilfov și a corespondenților în persoana d-lor Al. Brăescu și L. Osias.

Se confirmă procesul verbal anterior trecut în registrele parafate de trib. Ilfov s. I. c. c. și se admit cererile făcute pentru înscriere de noi membri în societate. Se hotărăște ținerea ședinței viitoare pentru Duminecă 14 Dembrie 1924 la d. Ionescu Dolj consilier la Casație și membru în comitetul de direcție.

Ședința se ridică la ora 1 p. m.

## INALTA CURTE DE CAS. ȘI JUSTIȚIE, S. I

*Audiența dela 10 Iunie 1924*

Președinția d-lui GH. V. BUZDUGAN, Președinte

*Julieta Ing. M. Bălănescu*

Decizia No. 1052

Contract matrimonial. — Dotă în numerar. — Clauză de consemnare, pentru a fi întrebuințată la cumpărarea unui imobil dotal. — Proprietate a soției. — Soția nu se poate împrumuta din acest capital, constituind ipoteca un imobil parafernial.

*Dacă actul de constituirea ca dotă a unei sume de bani, prevede consemnarea lor la Cassa de Depuneri și clauza întrebuințării lor numai în cumpărări de imobile dotale, sau ipoteci, — în acest caz drepturile soțului se restrâng numai asupra procentelor și el are deci numai calitatea de uzufructuar, soția conservând pe aceia de proprietară.*

*În această situațiune, soția nu poate cere ea însăși cu împrumut capitalul său, chiar cu garanția unei ipoteci într'un imobil al său parafernial, întrucât ar cumula în persoana sa, calitatea de creditoare și de debitoare, situațiuni cari sunt incompatibile.*

## Curtea,

Ascultând citirea raportului d-lui consilier Alessiu, pe d-l avocat Const. Velican în susțineri și

## Deliberând,

Asupra recursului făcut de Julieta și Ing. M. Bălănescu în contra deciziei No. 245/923, dată de Curtea de Apel Craiova s. I;

## Văzând motivele de recurs:

I. «Omisiune esențială, violarea art. 1242 și urm. 1249, 517 și urm. c. c. greșită interpretare și aplicare a art. 1748 și 1753 c. civil.

«Prin actul dotal autentificat de Trib. Gorj la No. 51/916 mi s'a constituit dotă 100.000 lei în numerar și acțiuni în valoare de 20.000 lei, precum și un imobil evaluat la 25.000 lei, prevăzându-se permisiunea de a-l înstrăina și a consemna prețul vânzării ca fond dotal. În act se prevede apoi dreptul pentru noi de a plasa fondul dotal în total sau în parte în împrumut garantat cu ipotecă în rangul I asupra unui imobil rural sau urban.

«În executarea actului dotal s'au consemnat ca fond dotal suma de 200.000 lei în efecte ale împrumutului 1920 5% denunțând recipisele în păstrarea Trib. Gorj, am cerut apoi ca Tribunalul să încuviințeze ca sumele consemnate ca fond dotal să fie liberate subscrisei Julieta Bălănescu, după ce pentru garantarea subsistenței dotei se va fi luat inscripțiune ipotecară asupra averii parafernale a subscrisei Julieta Bălănescu, în caz când expertiza ordonată de Tribunal va stabili că garanția această este suficientă;

«Tribunalul prin încheierea No. 7112 din 10 Aprilie 1923, după ce constată în fapt că în adevăr conform actului dotal sumele constituite dotă se pot plasa în împrumuturi garantate cu ipotecă, respinge cererea pentru cuvântul că legea civilă (art. 1748) nu cunoaște decât două feluri de ipotecă, cea legală și cea convențională și că nu putem intra în nici una din acele categorii, pentrucă: a) în ce privește ipoteca legală garantarea averii dotale nu se poate face decât în averea bărbatului conform art. 1653 și că b) ipotecă convențională nu poate fi, deoarece se cere consimțământul a două părți contractante, și în speță subscrisa Julieta Bălănescu este în același timp și creditoare și debitoare, deci lipsește concursul a două voințe.

«În apelul făcut contra acestei încheieri am arătat că dacă în principiu bărbatul este dator să garanteze cu avutul său dota, nu e mai puțin adevărat că și un terțiu poate oferi garanție în locul bărbatului și nici un text nu oprește ca acest terțiu să fie însăși soția, dacă ea posedă avere parafernala cu care poate garanta.

«Am mai arătat că bărbatul ca uzufructuar are drepturi distincte în folosul și apărarea cărora poate interveni în contract.

«Curtea ne respinge apelul adoptând în totul motivele Tribunalului și fără a se pronunța asupra motivelor invocate de noi oral și în notele depuse la dosar.

«Procedând astfel Curtea comite o omisiune esențială și pronunță o decizie casabilă.

II. «Adoptând apoi motivele din sentința Tribunalului Curtea violează art. 1242, 1243 și urm., 1249, 517 și urm. din codul civil, interpretează și aplică greșit art. 1748 și 1753 codul civil.

«În adevăr din momentul ce actul dotal autorisă plasarea fondului dotal în împrumuturi garantate cu ipotecă, soțul în virtutea dreptului ce-i acordă art. 1242 și urm., poate împrumuta banii cui va voi, cu o singură condiție ca Tribunalul să supravegheze ca garanția oferită să fie suficientă pentru a asigura păstrarea fondului dotal.

«Bărbatul poate ridica singur sumele dotale oferind garanția, garanția o poate oferi pentru el oricine, chiar și femeia. Este iarăși constant că între soți se poate încheia valabil un contract de împrumut, că soțul fiind uzufructuar al fondului dotal este el însuși parte contractantă; că un uzufructuar ordinar poate desigur să împrumute numerarul asupra căruia are dreptul de uzufruct chiar nudului proprietar și că nu există nici o deosebire în această privință între uzufructuarul ordinar și uzufructuarul dotal. Ca o consecință

a acestor reguli de drept, soțul uzufructuar dotal poate da cu împrumut sumele dotale chiar soției, dacă aceasta oferă suficientă garanție ipotecară în averea sa parafernala. Numai cu violarea acestor principii, a textelor citate tratând despre condiția averii dotale în timpul căsătoriei și a art. 517 și urm. din codul civil și printr'o greșită interpretare și aplicare a art. 1748 și 1753 din codul civil, Curtea de Ape Craiova secția I, prin decizia No. 345/923, confirmând încheierea Trib. a putut să ne respingă cererea».

Având în vedere decizia atacată cu recurs din care se constată că, Julieta Bălănescu, având constituită în numerar dota de 200.000 lei depusă la Casa de Consemnațiuni, a cerut Trib. Gorj, eliberarea acestei sume, garantând-o printr'o ipotecă asupra unui imobil al său parafernala;

Că, însă Trib. Gorj, și în urmă Curtea de Apel prin decizia atacată, care adoptă motivele primei instanțe, constatând că prin contractul de căsătorie era prevăzută clauza că numerariul constituind dotă nu poate fi întrebuintat decât în cumpărări de imobile care să devină dotale sau în împrumuturi cu ipotecă, a respins această cerere, pentru motivul că reclamanta rămânând conform actului dotal, proprietara dotei, nu o poate lua ea însăși cu împrumut, fiind incompatibilitate între calitatea de creditor și aceea de debitor;

Că prin această soluțiune, se pretinde azi prin motivele de recurs, că Curtea de Apel violează art. 517, 1242 și urm., 1249, 1748 și 1753 c. civ., potrivit cărora soțul are drept a ridica singur sumele dotale, dacă oferă garanție pentru asigurarea fondului dotal, garanție care poate fi dată pentru el și de un terțiu și chiar de soție; că soțul în calitate de uzufructuar poate da cu împrumut fondul dotal oricui, chiar și soției, căci contractul de împrumut nu este posibil între soți, suficient fiind ca soția să ofere garanția ipotecară în averea sa parafernala;

Considerând că, instanțele de fond constată în specie în conformitate cu însăși cererea adresată Tribunalului, că nu soțul în virtutea calității sale de uzufructuar și administrator legal a cerut Tribunalului ca să i se elibereze lui fondul dotal spre a dispune de dânsul în conformitate cu drepturile ce legea sau contractul matrimonial îi acordă. ci însăși soția a solicitat să i se împrumute suma, oferind garanție într'un imobil al său parafernala;

Considerând că, este adevărat, că sumele de bani sau alte lucruri fungibile, constituite dotă, trec în proprietatea soțului; că însă dacă actul de constituirea ca dotă a unei sume de bani, prevede ca, în specie, consemnarea banilor la Casa de Consemnațiuni, și cu clauza întrebuintării banilor numai în plasament de efecte sau în ipotecă, drepturile soțului în această situațiune se restrâng numai asupra procentelor, și el are deci numai calitatea de uzufructuar, iar soția conservă pe aceea de proprietară;

Că, în această situațiune, desigur că soția nu ar putea cere ea însăși cu împrumut capitalul său și să cumuleze astfel calitatea de creditoare și debitoare, căci aceste două situațiuni sunt incompatibile;

Că, în specie, deși cu autorizația soțului, constant fiind că soția solicită ea însăși împrumutul, oferind garanție ipotecă într'un imobil al său, cu drept cuvânt instanțele de fond au respins ca inadmisibilă cererea;

Că deci recursul este neîntemeiat.

Pentru aceste motive, Curtea respinge, etc.

NOTĂ. — Litigiul dedus în judecata Inaltei Curți, aduce în discuțiune o chestiune de principiu foarte importantă, pe care Inalta Curte a rezolvat-o prin o argumentare sumară, bazată

pe considerațiuni de logică elementară, fără însă a ține seama de noile metode de interpretare care tind a da dreptului o sferă de aplicațiune mai conformă cu noțiunea de utilitate socială și justiție, chiar dacă soluțiunea dată în acest fel nu se adaptează în totul la cadrul rigid al logicei abstracte.

În speța judecată de instanța supremă, era vorba de o femeie căsătorită sub regimul dotal și care avea în acelaș timp avere parafernala; fondul dotal cuprindea o sumă de bani consemnată la casa de depuneri cu clauza întrebuintării sumei numai în plasamente de efecte sau ipotecare. Deși în principiu, banii, ca lucrururi fungibile, fiind constituiți dotă devin proprietatea soțului, totuși, zice Inalta Curte, în speța, față de clauza actului dotal, soțul nu are decât calitatea de uzufructuar cu dreptul de a percepe dobânzile banilor, iar soția rămâne proprietara fondului dotal.

În această situațiune, s'a pus chestiunea de a se ști, dacă femeia autorizată de soțul ei, n'ar putea solicita un împrumut din fondul său dotal, oferind garanție ipotecară într'un imobil parafernala?

Atât instanțele de fond cât și instanța supremă au respins ca inadmisibilă această cerere, considerând că nu se poate ca una și aceeași persoană să cumuleze calitatea de creditoare și debitoare, căci aceste două calități ar fi incompatibile.

Raționamentul Inaltei Curți, pare pe cât de simplu pe atât de convingător. Credem că soluțiunea contrarie celei admise de instanța supremă nu numai că se justifică mai bine din punctul de vedere practic și al utilității sociale, dar nici nu este contrarie niciunui principiu de drept sau dispozițiuni legale.

Problema de drept pe care o pune speța judecată de Inalta Curte, e aceea de a se ști, dacă o persoană poate contracta sau face un act juridic cu ea însăși? Femeia căsătorită sub regimul dotal, care are în acelaș timp avere parafernala, este titulara unui patrimoniu care, cât durează căsătoria, nu-și păstrează caracterul unitar, fiindcă o parte din el este supusă, în ce privește administrațiunea și dispozițiunea elementelor din care se compune, la regulile de drept comun, pe când cealaltă parte este supusă regimului special dotal.

Așa fiind, de ce nu s'ar admite posibilitatea unor raporturi juridice, a unor legături de drept între cele două părți ale patrimoniului astfel diferențiate prin caracterele lor juridice?

Împrejurarea că un complex de bunuri din patrimoniul unei persoane este supus unui regim legal special și deosebit de restul bunurilor, ne îndrituește să considerăm acea persoană ca și cum ar fi titulară a două patrimonii, ceea ce aduce cu sine o dedublare a personalității din punctul

de vedere juridic. O asemenea concepție nu este străină legiuitorului codului civil.

În adevăr, rezultă din art. 713 cod. civ. că în caz de acceptațiunea beneficiară a unei moșteniri, se operează o separațiune între cele două patrimonii: cel al defunctului și cel personal al eredelui. Pe de altă parte însă, acceptațiunea sub beneficiu de inventar, ca și acceptarea pură și simplă, atribue succesibilului calitatea de moștenitor și de continuator al personalității juridice a defunctului. Prin urmare ca și eredele pur și simplu, cel beneficiar este investit din momentul morții defunctului cu toate drepturile și bunurile succesoriale.

Acceptațiunea beneficiară având însă de efect de a împedeca confuziunea patrimoniului defunctului cu cel personal al eredelui, urmează că eredele beneficiar este titular a două patrimonii. Această situațiune produce între altele, următoarele consecințe: drepturile reale și de creanță pe care moștenitorul le avea contra defunctului sau acesta contra moștenitorului, nu se sting prin consolidare sau confuziune. De aci urmează că moștenitorul poate exercita contra moștenirii acțiunile pe care le-ar fi avut contra defunctului. Art. 706 proc. civ., făcând aplicațiunea principiului consfințit de art. 713 al. 2 cod. civ., hotărăște că acțiunile pe care moștenitorul beneficiar le are contra moștenirii, le va intenta contra celorlalți moștenitori dacă sunt, iar în caz contrar le va intenta contra unui curator ce se va numi după formele cum se numesc curatorii la moștenirile vacante.

Dar mai mult decât atât, nu numai că raporturile juridice existente între moștenitorul beneficiar și autorul său în momentul morții acestuia, se mențin și continuă a-și produce efectele, dar altele noi se pot stabili între moștenitor și succesivul beneficiar. Astfel se admite, în genere, că eredele beneficiar poate să dobândească drepturi contra succesiunii, spre pildă să devină adjudecatarul imobilelor succesoriale sau cesionarul unor creanțe succesoriale\*).

În aceeaș ordine de idei, confuziunea a fost considerată de jurisconsultii romani și este considerată actualmente ca un mod de stingere al obligațiunii, ci mai mult ca un obstacol care împiedecă executarea ei și care rezultă din intrunirea în aceeași persoană a calității de creditor și aceleia de debitor. De oarece urmează că confuziunea nu are loc atunci când personalitatea juridică a aceluia care intrunește cele două calități poate să fie considerată ca dedublă, ceea ce se întâmplă în cas de acceptațiune a unei moșteniri sub beneficiu de inventar, sau atunci când

\*) Demolombe, t. 15, No. 191; Aubry et Rau, t. X, §. 1, 618, pag. 22 și 23.

creditorii ori legatarii cer separațiunea de patrimonii. Tot o consecință a caracterului confuziunii este că de îndată ce imposibilitatea de executare încetează, creanța paralizată prin efectul confuziunii, își reia eficacitatea și poate fi valorificată. Explicațiunea rațională a soluțiunei admise de lege în caz de acceptațiune beneficiară și în caz de separațiune de patrimonii, cu privire la menținerea raporturilor juridice existente între moștenitor și defunct sau la posibilitatea stabilirii unor raporturi între moștenitor și succesiune, nu se poate găsi, după părerea noastră, decât în ideea că actele juridice constituie mai mult un raport, o legătură între două patrimonii, decât între persoane sau în orice caz, că în stabilirea unui raport juridic patrimonial, persoanele nu sunt considerate decât în calitatea lor de titulari de patrimonii. De unde urmează că, dacă una și aceeași persoană este titulara a două patrimonii, se pot concepe raporturi juridice deși cele două patrimonii au unul și același titular.

Nu este nici un motiv de a nu admite aceeași soluție atunci când este vorba de două fracțiuni ale patrimoniului unei persoane, supuse la regimuri juridice distincte, cum este în speța rezolvată prin decizia Inaltei Curți.

ALEX. CERBAN

Profesor la Facultatea de Drept București

## INALTA CURTE DE CAS. ȘI JUSTIȚIE, S. I

COMPLET CHIRII

Audiența dela 7 Ianuarie 1924

Președinția d-lui GR. ȘTEFĂNESCU Consilier

Th. Vârvoreanu cu I. Pascu

Decizia No. 1002

**Chirie. — Funcționar public chiriaș. — Proprietar pensionar public. — Nu poate evacua sau sili la împărțirea locuinței, pe chiriașul său funcționar public. — Art. 19 și 20 legea chiriilor din 1924.**

*Chiriașii privilegiați după legea din 1924, prevăzuți la art. 19, punctele 1, 2 și 3, sunt, după cum arată acest text de lege, exceptați dela evacuare față de oricare proprietari, oricare ar fi calitatea acestora.*

*Singura excepție este aceea dela art. 20, în favoarea proprietarilor pensionari când vin în conflict cu un chiriaș tot pensionar și a proprietarilor invalizi, orfani sau văduve de război, când vin în conflict cu un chiriaș din aceeași categorie sau cu un pensionar. Numai în aceste singure ipoteze menționații chiriași privilegiați pot fi evacuați, sau siliți a împărți locuința.*

*Funcționarii publici ne fiind trecuți în excepția din art. 20, care este de strictă interpretare, ei nu pot fi nici evacuați, nici obligați la împărțirea locuinței, chiar dacă proprietarul lor ar fi chiar un funcționar public.*

Curtea,

Ascultând pe d. ni avocați N. Tănăsescu și Rosemberg în dezvoltarea motivelor de casare și pe d. avocat Gh. M. Dumitrescu în combateri și

Deliberând,

Asupra recursului făcut de Th. Vârvoreanu contra

sentinței No. 436/924, dată de Trib. Ilfov s. III-a, în proces cu I. Pascu pentru împărțire de locuință.

*Văzând motivul de casare astfel formulat:*

«I. Violarea și greșită interpretare a al. 9 și 10 din art. 19 din legea publicată în Monitorul Oficial la 27 Martie 1924. Exces de putere.

«Art. 19 prevede în mod riguros că nu vor putea fi însă evacuați în tot cursul prelungirii acordată prin legea de față funcționarii publici și pensionarii.

«Excludere se referă atât la evacuarea totală cât și parțială despre care vorbesc alineatele precedente ale art. 19 din sus citata lege.

«Subsemnatul fiind funcționar public, ceea ce se constată de altminteri și de instanța de fond, nu pot fi evacuat nici total, nici în parte de către proprietarul meu, ce este pensionar.

Astfel este dată și interpretarea art. 19 în debaterile parlamentare de către d. Ministru al Justiției».

Având în vedere că, prin sentința supusă recursului tribunalului admitând, în apel, acțiunea prin care intimatul I. Pascu, proprietar pensionar al statului a cerut ca recurentul, funcționar public să fie obligat a împărți cu dânsul locuința ce o deține cu chirie, prin motivul de casare se invoacă violarea și greșita interpretare a art. 19 al. 9 și 10 din legea din 1924 și exces de putere;

Considerând că, deși legiuitorul din 1924 ca și legiuitorul precedent a căutat în reglementarea raporturilor dintre proprietari și chiriași a se apropia cât mai mult de starea normală, iar în vederea ajungerii acestui scop a mărginit prelungirea contractelor numai la cele pentru locuința persoanelor fizice și a acordat proprietarilor chiriași sau tolerați, cât mai largi posibilități de a se muta în imobilele ce le aparțin, totuși acest legiuitor a trebuit a menține o întreagă categorie de chiriași privilegiați enumerați în art. 19 punctele 1, 2 și 3 pe cari i-a exceptat dela evacuare față de ori care proprietari, ori care ar fi calitatea lor;

Ca singură excepție dela acest principiu general de lege, este aceea înscrisă în art. 20 în favoarea proprietarului pensionar, când vine în conflict cu un chiriaș tot pensionar și a proprietarilor invalizi, orfani sau văduve de război când vin în conflict cu un chiriaș din aceeași categorie sau cu un pensionar; în aceste singure ipoteze menționații chiriași privilegiați putând fi evacuați sau obligați să împartă locuința lor cu proprietarii din categoria celor mai sus arătați în caz când justiția va aprecia că ei sunt mai în suferință decât chiriașii lor;

Considerând că aceste excepțiuni dela regulile generale de neevacuare a chiriașilor enumerați în art. 19 fiind de strictă interpretare și neputându-se întinde prin analogie, ea este inaplicabilă în ipoteza unui proprietar pensionar care cere evacuarea chiriașului său funcționar public, această ipoteză nefiind prevăzută de lege iar funcționarul public fiind inevacuabil în mod absolut față de oricare proprietar, chiar și în cazul când acesta ar fi la rândul său tot un funcționar public.

Că așa fiind și intrucât în speță e stabilit că intimatul proprietar este pensionar, numai cu violarea textelor suscitade tribunalul a putut admite evacuarea recurentului care este funcționar public și deci motivul de casare fiind fondat, recursul urmează a se admite și, pentru aceleași considerațiuni, în fond, să se respingă acțiunea de evacuare formulată de intimat.

Pentru aceste motive, Curtea admite recursul și în fond respinge acțiunea, etc.

## INALTA CURTE DE CAS. ȘI JUSTIȚIE, S. I

## COMPLECT CHIRII

Audiența dela 23 Octombrie 1924

Președinția d-lui GR. ȘTEFĂNESCU, Consilier

Lt. col. Al. Grecescu cu Lt. col. C. Georgescu

Decizia No. 1796

Chirii. — Proprietar funcționar public. — Nu poate evacua, nici obliga la împărțirea locuinței pe chiriașul sau pensionar public. — Art. 19 și 20 legea din 1924.

Și legiuitorul din 1924 a menținut o categorie de chiriași inevacuabili și anume pe cei din art. 19 punctele 1, 2 și 3.

Dacă prin art. următor, 20 alin. 1, acest legiuitor a autorizat justiția să decidă evacuarea totală sau parțială în favoarea părții celei mai în suferință, în caz când acești chiriași privilegiați vin în conflict cu proprietari din aceeaș categorie, în aceste dispozițiuni legiuitorul însă nu cuprinde și pe funcționarii publici, ci numai pe ceilalți privilegiați: pensionari publici, invalizi, orfani, sau văduve de război.

Excepția din art. 20 alin. 1 fiind de strictă interpretare, un proprietar funcționar public nu poate nici evacua, nici obliga la împărțirea locuinței pe chiriașul său, dacă acesta este pensionar public.

## Curtea,

Ascultând pe d-l avocată Gh. M. Dumitrescu, în desvoltarea motivelor de casare, și pe d-l avocată C. Renea, în combateri, și

## Deliberând,

Asupra recursului făcut de col. Al. Grecescu contra sentinței No. 194/924 a Trib. Argeș secția II-a, dată în proces cu lt. col. C. Georgescu.

Văzând l-iul motiv de casare astfel formulat:

I. Greșita interpretare și aplicare a art. 19 și 20 din legea chiriilor din 1924, prin aceea că tribunalul, nesocotind termenii legii și intențiunea legiuitorului, a declarat, pe cale de extindere a unor dispozițiuni cu caracter restrictiv, că proprietarul funcționar, poate evacua în parte sau în total, fără nici o condițiune, pe chiriașul său pensionar.

Având în vedere că, prin sentința supusă recursului, Tribunalul, statuând ca instanța de apel, admite, în parte, acțiunea intentată de către intimat în contra recurentului și obligă pe acesta din urmă a împărți locuința ce o deține cu chirie dela intimat;

Că, pentru a hotări astfel, Tribunalul, care a judecat sub imperiul legii din 1924, constată, în fapt, că intimatul, care este ofițer activ, locuiește cu familia sa în aceeaș localitate, tolerat la soțul său și că, după schița de plan aflată la dosar, rezultă că locuința deținută cu chirie de recurent, care este pensionar public, se pretează, cu oarecare restrângeri pentru conlocuirea ambelor familii; că, motivează Tribunalul, legiuitorul din 1924, prin dispozițiunile art. 19 și 20, a acordat proprietarului funcționar dreptul ca, în cazul când chiriașul său este pensionar, să ceară justiției împărțirea locuinței închiriată acestuia, soluțiune criticată prin întâiul motiv de casare, pentru greșită interpretare și aplicare a art. 19 și 20 suscitată;

Considerând că, deși legiuitorul din 1924, păstrând sistemul legiuirilor excepționale anterioare, a menținut în lege categoria chiriașilor inevacuabili, trecând ca atare în art. 19 punctul 1, 2 și 3 pe funcționarii și pensionarii publici, invalizii, orfanii și văduvele de război și pe Stat, a autorizat însă justiția ca, dacă anume din acești chiriași privilegiați vin în conflict cu proprietarii din aceeaș categorie, să decidă, fie evacuarea to-

tală, fie parțială a imobilului, în favoarea părții celei mai în suferință; că, art. 20 alin. 1, în care sunt cuprinse aceste dispozițiuni, se referă însă numai la conflictul dintre chiriași și proprietarii pensionari publici, invalizi, văduve și orfani din război, iar nu și dintre aceștia și funcționarii publici sau dintre proprietarul și chiriașul funcționar public;

Că, această dispozițiune fiind o excepție de strictă interpretare dela regula generală a legii din 1924 că, chiriașii privilegiați sunt inevacuabili și funcționarii publici nefiind trecuți nici între cei ce pot evacua dacă sunt proprietari, nici între cei ce pot fi evacuați dacă sunt chiriași, iar proprietarii lor fac parte din categoriile sus arătate, urmează că legiuitorul, în ce-i privește, a menținut, pentru ambele cazuri, normele generale ale legii, adică că nu pot evacua pe chiriașii lor privilegiați și deci nu pot nici împărți locuința cu aceștia, și că nu pot fi nici evacuați sau siliți la împărțirea locuinței cu proprietarul lor, oricare ar fi calitatea acestuia;

Că, prin urmare, pe temeiul aplicării acestor principii, singurele cari rezultă dintr'o exactă interpretare a dispozițiunilor legii, urmează că rău instanța de fond a dispus, prin sentința atacată, ca recurentul, care este pensionar public, să împartă locuința cu proprietarul său, intimatul Col. C. Georgescu, deși acesta este funcționar public, astfel că primul motiv de casare devenind fondat, recursul are a fi admis;

Că, în urma acestei casări, Inalta Curte cercetând pricina în fond, urmează că pe temeiul acelorași considerațiuni de fapt și de drept, să respingă ca nefondată acțiunea dela prima instanță a intimatului.

Pentru aceste motive, Curtea, admite recursul, casează sentința și, în fond, respinge acțiunea în evacuare intentată în contra recurentului, etc.

## TRIBUNALUL COMERCIAL ILFOV, SECȚIA II

Audiența dela 31 Mai 1924

Președinția d-lui TR. ORLEANU, Jud. de ședință

Elvira Dr. Orăscu și alții cu Eforia Spitalelor Civile

Sentința civilă No. 520

Vânzare. Imobile rurale. Strein. Nulitate. Redobândirea naturalizării posterior dobândirii imobilului asupra vânzării. Act absolut nul. Confirmare. Dacă poate duce la dobândirea imobilului prin lunga prescripție? Eșire din indiviziune. Minorii. Adjudecare. Dacă se poate invoca prescripția cincinală? Art. 7, paragr. 5 Constituție art. 1895 și urm. c. civ., art. 568 și 589 pr. civ.

1. Streinii nu pot dobândi imobile rurale. Această nulitate este absolută.

Redobândirea naturalizării de către cumpărător posterior dobândirii imobilului privind capacitatea persoanei beneficiare numai pentru viitor, nu poate validă actele trecute făcute în disprețul legii.

2. Confirmarea unui act nul nu poate avea nici o influență asupra validității sale juridice.

3. Un act nul în mod absolut nu poate servi ca titlu pentru dobândirea proprietății prin lunga prescripțiune, chiar dacă ar fi însoțit de bună credință.

4. Prescripțiunea cincinală nu se aplică la adjudecarea imobilelor prin eșirea din indiviziune silită a minorilor.

Reclamanta Elvira Dr. Orescu cu d-l avocată Derdrino, pârâta Eforia Sp. civile cu d-l adv. Siefert.

Tribunalul,

Asupra acțiunii intentată de Elvira Orescu, cu consimțământul soțului său, dr. Orăscu, prin petiția înreg. la No. 2122-923, și de către Aurelia Vasilescu Ploeanu, prin petiția înreg. la No. 7611-923 în contra Eforiei Spitalelor Civile, pentru anularea de ordonanță de adjudecare și testament, predare de moșie și restituiri de valoare a o parte din moșie expropriată ;

Având în vedere că temelul de drept al ambelor acțiuni este nulitatea absolută a cumpărării moșiei în litigiu prin licitație de către Miltiade Gheorghiu, grec, de origine, autorul pârâtei, din cauza prohibiției art. 7 paragr. 5, din Constituție față de străini ;

Având în vedere susținerile sale și concluziunile scrise depuse la dosar.

Având în vedere că din inventarul cu data de 28 Aprilie 1870, la No. 26 se constată că moșia Icoana sau Dumbrăvița jud. Olt și cureaua de moșie Călugărească din același județ, au fost proprietatea lui C. Ploeanu, care a murit cum reese din extractul de deces No. 746-95 al ofițerului stărei civile București, rămânând ca moștenitorii fiicei sale Elvira (azi Elvira Dr. Orăscu) și Aurelia Ploeanu (azi Aurelia Vasilescu), și un fiu în stare de concepție, care a murit mai târziu, în drepturile oăruia au intrat surorile sale, fiind puse în posesia în regula, a căror calitate nu este contestată, dovedită de altfel cu extracte de stare civilă, No. 839-68, al ofițerului de stare civilă București cu extractul de căsătorie No. 7 din 1907, al comunei Poenari jud. Prahova și cu actul Notorietate aut. de trib. Ilfov la No. 2636-923 ;

Având în vedere că în urma avizului consiliului de familie moșia a fost scoasă în vânzare prin licitație publică pentru esire din indiviziune în anul 1889 iar prin actul de adjudecare No. 14 din Ianuarie 1889, a trib. Ilfov s. Not. moșia a fost adjudecată asupra lui Miltiade Gheorghiu care la acea dată era supus grec, fiind dovedit cu certificatul Ministerului de Justiție No. 5032-923, și al Ministerului de Interne No. 25464-923, că s'a născut în Samos Grecia și că cetățenia română a fost acordată în 1898, adică după nouă ani de la cumpărarea, moșiei, fapt constatat cu zisul certificat al Ministerului de Justiție ;

Având în vedere că din actele de deces No. 61 din Limona Vafi Grecia, se constată că Miltiade Gheorghiu, a murit în 1906, lăsând prin testamentul său făcut în Insula Samos nuda proprietate Eforiei Spitalelor Civile din București, iar uzufructul soției sale Anicuța Gheorghiu, iar aceasta murind în anul 1921, Eforia a fost trimeasă în posesia asupra plinei proprietăți a moșilor, prin jurnalul Trib. Ilfov, s. IV-a, No. 10965 din 24 Iunie 1921.

Având în vedere că prin art. 7 paragr. 5, din constituție, s'a prevăzut că numai românii sau cei naturalizați români pot dobândi, imobile rurale în România ;

Considerând că această dispoziție constituțională este o măsură, de conservare națională, prin înlăturarea pericolului ce ar fi rezultat pentru statul român, prin acumularea de către elementul străin în țară, a proprietății imobiliare, rurale, care constituie, soriginea producției naționale.

Considerând că ordinea publică fiind interesată principiul constituțional trebuie să rămâe nealterat cu aplicație generală și absolută pentru ca scopul legiuitorului să fie atins înlăturând orice excepție, prin care s'ar tinde a'l eluda chiar temporar.

Considerând că convențiunile contrarii legilor de ordine publică nu produc nici un efect juridic, dobândirea unui imobil rural, cu violarea dispozițiilor de prohibiție absolută nu poate realiza raportul juridic între factorii vânzării fiind radical nulă, nulitate care deși nu este expres prevăzută rezultă însă virtual ;

Considerând că la data adjudecării moșiei asupra lui Miltiade Gheorghiu, autorul pârâtei, acesta era străin și vânzarea n'a putut avea existența legală, fiind considerat imobilul ce a

făcut obiectul vânzării că n'a eșit din patrimoniul reclamantelor.

Având în vedere că Eforia, opune ratificarea legală, ce ar rezulta din faptul împământenirii acordată cumpărătorului Miltiade Gheorghiu, posteror dobândirii imobilului și renunțarea reclamantelor de a se mai prevala, de nulitate, confirmând actul prin acțiunea lor.

Considerând că naturalizarea survenită după mulți ani dela vânzare privind capacitatea persoanei beneficiare numai pentru viitor, nu privește actele trecute, făcute cu violarea unei legi de ordine publică, cari au fost și rămân fără ființă juridică. Că nici ratificarea din partea reclamantelor nu s'a produs pentru aceeași considerație că ceace este nul dela origină nu poate deveni valabil ori ce ar fi eventualul ci numai în cazul când condițiunile legii fiind îndeplinite părțile vor putea încheia o convențiune nouă privitor la același obiect.

Că de altfel în speță, nici ratificarea expresă nu s'a făcut, nici acte de natură, a face să reeasă o tacită ratificare nu s'au dovedit.

Ca simpla înacțiune, din partea reclamantelor n'ar duce decât la prescripție într-o materie în care prescripția ar fi admisibilă, ori în acest litigiu, nulitatea absolută a adjudecării moșiei este peremptorie și subsistă ori cât de lungă ar fi durata de timp dela îndeplinirea actului interzis, putând fi invocată de orice persoană prin urmare, și de vânzător fără a se putea, invoca de posesorul imobilului, dobândirea proprietății prin prescripție și prescrierea acțiunii în nulitate.

Dacă s'ar admite prescripția cum pretinde Eforia s'ar face indirect, prin prescripție ceace este prohibit direct prin convenție, iar dispariția prohibiției în urma schimbării produse în capacitatea juridică a cumpărătorului prin naturalizare nu are repercusune, asupra vânzării efectuată ilegal care numai poate deveni legal valabilă, căci s'ar consacra, eludarea temporară a principiului constituțional pe timpul dela data vânzării până la naturalizarea cumpărătorului ori a transmiterii acelei proprietăți unui român ;

Ca astfel fiind obiectunea ridicată de pârâtă, este nefondată. Având apoi, în vedere că Eforia, a mai invocat prescripția de 20 ani, și de 5 ani.

Considerând că actul de vânzare No. 14, din Ianuarie anul 1899, fiind nul, ca contrariu, dispozițiilor de ordine publică a art. 7 paragr. 5 din constituție, nu poate fi luat drept titlu de natură, dacă ar fi însoțit de bună credință să opereze prescripția de 20 ani ;

Că în ce privește prescripția, cincinallă prevăzută de art. 568 pr. civ. în afară de considerațiunile arătate mai sus, nu și are aplicația în speță, de carece fiind o vânzare pentru esire din indivizie, a unor minori, art. 689 p. civ. n'a declarat comune și vânzării de bună voie a minorilor textul art. 568 cuprins în secțiunea urmării silite din procedura civilă ;

Că prin urmare în aceste condițiuni, proprietatea moșiei n'a putut fi considerată ca eșită din patrimoniul reclamantelor, și nici nu s'a putut transmite prin testament, mai multe drepturi decât a avut autorul pârâtei, trebuind a li se recunoaște reclamantilor dreptul de proprietate asupra întregii moșii.

Considerând că în urma legii agrare 929 ha, din întinderea moșiei totală de circa 1130 ha, a moșiei au fost expropriate ;

Considerând că potrivit art. 73 din aceeași lege, pretențiunea asupra moșiei sau părții de moșie expropriate, se valorifică asupra pretului ;

Considerând că prin deciziunea de expropriere No. 393-922, a Curții de Apel s. II-a. Craiova, s'a stabilit prețul la 2240 lei de ha, făcând un total de lei 2.080.960 ca echivalent, al părții expropriate.

Ca prin consecință reclamantele au dreptul la această sumă pentru partea expropriată din moșie.

Pentru aceste motive, Tribunalul admite acțiunea etc.

(ss) Tr. Orleanu, V. Săclanu

## TRIBUNALUL BRĂILA SECȚIA I

Sedința din 4 Iulie 1923

Președinția d-lui D. POULOPOL jude de ședință

Mișu Rădulescu cu Ion Anghel

Evacuare. — Ce lege urmează să se aplice pentru un preces venit în apel și judecat de prima instanță sub legea din 1922. — Dacă regimul reciprocității pentru străini este menținut prin legea din 6 Aprilie 1923.

*Legiuitorul din 1923 prevăzând clar că dispozițiunile legii sale au caracter retroactiv și pe de altă parte menținând unele dispozițiuni din legea din 1922, urmează a se aplica aceste din urmă dispozițiuni.*

*Legea din 1923 a menținut regimul reciprocity pentru străini pentru a se putea bucura de beneficiul prelungirii contractelor de închiriere.*

Tribunalul,

Asupra apelului făcut de Mișu Rădulescu, contra cărții de judecată No. 263 pronunțată în ziua de 12 Iunie 1922 de către judecătoria ocolului urban Brăila prin care s'a respins ca nefondată acțiunea intentată contra lui Ion Anghel, supus elen, pentru a evacua imobilul din str. Vasile Sasu No. 1, proprietatea reclamantului.

Asupra primului motiv de apel:

Intimatul Ion Anghel fiind supus strein, nu se putea bucura de prelungirea contractului de închiriere decât dacă dovedea că în țara sa există o lege votată până la data de 5 Aprilie 1922 prin care se prevedea acelaș tratament față de supușii români.

Având în vedere susținerile părților și concluziile scrise depuse înaintea Tribunalului.

Având în vedere că din actele aflate la dosar și invocate de părți se stabilește în fapt următoarele:

Apelantul Mișu Rădulescu, închiriaza intimatului Ion Anghel supus elen, după cum aceasta se constată din certificatul aflat la dosar și eliberat de biroul populației, imobilul din Brăila str. Vasile Sasu No. 1.

Având în vedere că legea privitoare la prelungirea contractelor de închiriere din 6 Aprilie 1923, ca și legea care a precedat-o, ca și decretul lege 1420/920 este o lege excepțională ale cărei dispozițiuni au un strict caracter de ordine publică și că deci caracterul de retroactivitate al acestei legi este bine determinat și că chiar în caz de menționare expresă urmează totuși să albă putere retroactivă și ca un argument în plus că legiuitorul a înțeles să-i dea un caracter retroactiv în această materie, este că atât decretul lege 1420/920, cât și legea din 13 Aprilie 1922, a împins până într'atât retroactivitatea, încât a izbit chiar în drepturi definitiv dobândite, anulându-le.

Totuși, ca să nu mai fie nici un fel de îndoială în această chestiune, legiuitorul din 1923 a prevăzut chiar în art. 1 că dispozițiunile legii din 13 Aprilie 1922, se mențin în vigoare până la 6 Mai 1924 cu următoarele modificări, în loc să zică că aceste modificări cuprinse în legea din 6 Mai 1923 încep să curgă dela 13 Aprilie 1922 și deci au caracter retroactiv.

Așa dar, singurul text care este a se aplica, este legea din 13 Aprilie 1922 cu modificările cu caracter retroactiv survenite prin legea din 6 Aprilie 1923.

Având în vedere că legea din 6 Aprilie 1923 este o lege atât complimentară cât și modificatoare a legii din 13 Aprilie 1922.

Având în vedere că modificările trebuie să rezulte ori

dintr'un text contrar dispozițiunilor legii vechi ori în mod expres, după cum a făcut-o legiuitorul când a crezut necesar prin par. 17, 18, 19 din legea din 6 Aprilie 1923, lucru care nu rezultă comparând art. 1 din legea dela 13 Aprilie 1922 cu art. 1 par. 4 din legea dela 6 Aprilie 1923, ci numai că s'au creat oarecare restricțiuni în ceea ce privește durata prelungirii contractelor, regimul de reciprocitate continuând să subziste în toată întregimea și temeinicia sa.

Având în vedere că art. 1 din legea din 13 Aprilie 1922 rămas nemodificat prin legea din 6 Aprilie 1923, cere pentru ca contractele de închiriere ale supușilor străini să se prelungească, să facă dovada reciprocității printr'un text de lege votat până la 5 Aprilie 1922 în țara sa de origină.

Având în vedere că din certificatul produs în instanță de către intimat prin care tinde să se recunoască că în țara sa de origină există regim de reciprocitate față de supuși români, nu reese într'adevăr că există o lege votată până la data de 5 Aprilie 1922 și chiar dacă ar reeși acest lucru, nu ar putea fi luat în seamă, de oarece numai din compararea textelor de lege, tribunalul și-ar putea forma convingerea că într'adevăr există sau nu reciprocitate perfectă, și că deci acest certificat nu poate face probă.

Având în vedere că intimatului acordându-i-se nu ultim termen pentru a aduce textul de lege votat până la 5 Aprilie 1922, aduce o lege din Iulie 1922 și care iarăși nu poate fi luată în considerare fiind contrarie dispozițiunilor categorice ale legii și că deci apelul cată a fi admis pentru acest motiv, și că deci al doilea motiv de apel prin care tinde să se dovedească că intimatul a vândut un imobil, tribunalul considerându-l ca ne mai fiind concludent în speță, intimatul trebuind în primul rând să dovedească principiul reciprocității fără să mai delibereze asupra acestui motiv.

Pentru aceste motive, redactate de d-l Al. Orăscu, jude-supleant, Tribunalul admite apelul, etc.

(ss) D. Poulopol, Al. Orăscu.

A APARUT în editura *Curierul Judiciar* S. A. Vol. I din TRATATUL DE DREPT PENAL ȘI PROCEDURA PENALĂ de I. Tanoviceanu, pus la curent cu doctrina de d-l avocat Dr. Vintilă Dongoroz, cu referințe pentru Bucovina de d-l Dr. Corneliu Chiselită, consilier la Inalta Curte de Casație, iar pentru Ardeal de d-l Dr. Ștefan Lăday, juriconsult în Cluj, și jurisprudența până la zi de d-l Dr. E. C. Decusară, cu concursul d-lui Dr. avocat Gr. C. Conduratu, și cu o Prefață de d-l N. C. Schina.

Volumul cuprinde 1060 pagini, tipărit pe hârtie velină, în cele mai bune condițiuni. Prețul 500 lei.

Comandele se primesc la *Curierul Judiciar*, București, str. Artei 5, lângă Palatul Justiției. Depozit general la „Agence de librairie et de publication“ str. Lipsicani, de unde librăriile se pot furniza.

A apărut în editura: Cartea Românească „CURS ELEMENTAR DE DREPT ROMÂN“ Ed. II-a de d-l I. C. Cătineanu, Profesor universitar, Cluj. Prețul lei 170. De vânzare la „Curierul Judiciar“.

Se expediază contra mandat postal la care se va adăoga lei 5 pentru transport recomandat.

Anunțăm că din eroare, în numărul trecut, sub nota ce însoțește decizia Curții de Apel Galați, sub semnătura I. Zaharia, s'a adaos titulatura «Avocat», fără a fi existat în manuscris. D-l I. Zaharia, care a semnat acea notă, nu are profesiunea de avocat ci este un amator pasionat al științei dreptului și colaborator la revistele de drept.